

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 650

14 septembre 1998

**SOMMAIRE**

Ancoges S.A., Luxembourg . . . . .	page 31153	RPM International S.A., Luxembourg . . . . .	31156, 31158
Arnetoise S.A., Luxembourg . . . . .	31194	Sinopia Multi Bond Fund - Sinopia M.B.F., Sicav, Luxembourg . . . . .	31194
BCILux Conseil S.A., Luxembourg . . . . .	31192	Skotrade, S.à r.l., Esch-sur-Alzette . . . . .	31154
Brait S.A., Luxembourg . . . . .	31187, 31191	Sogepar, S.à r.l., Gestion d'Immeubles, Foetz . . . . .	31154
Canadian High Income Fund, Fonds Commun de Placement, Luxembourg . . . . .	31191	Sopage, S.à r.l. - Soparfi, Foetz . . . . .	31154
C.M.C.: Communication Medias Courtage S.A., Luxembourg . . . . .	31191	Soreval S.A., Senningerberg . . . . .	31158, 31159
Compagnie Financière Richemont AG, Zoug, Suisse . . . . .	31192	Standard S.A., Strassen . . . . .	31154, 31155
Coronas Investment S.A., Luxembourg . . . . .	31168	Steparex, S.à r.l., Strassen . . . . .	31158
Demia S.A., Luxembourg . . . . .	31200	Sunflower Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg . . . . .	31159
Denare S.A., Strassen . . . . .	31195	Sunova S.A., Luxembourg . . . . .	31158
Difil S.A., Luxembourg . . . . .	31171	Suprimo Invest S.A., Luxembourg . . . . .	31159
European Services S.A., Luxembourg . . . . .	31173	Svalia Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	31159, 31160
Finance & Ventures S.A., Luxembourg . . . . .	31176	Team-Construct S.A., Luxembourg . . . . .	31154
Fleming Frontier Fund, Sicav, Senningerberg . . . . .	31195	Templeton Central and Eastern European Invest- ment Company, Sicaf, Luxembourg . . . . .	31160
IBC International (Luxembourg) S.A., Luxembourg . . . . .	31194	Terelux S.A., Senningerberg . . . . .	31166
Jones & Fox International S.A., Foetz . . . . .	31195	Tong International S.A.H., Luxembourg . . . . .	31162, 31165
Keystone Bond Fund II 95, Fonds Commun de Placement, Luxembourg . . . . .	31191	UBS (Lux) Bond, Sicav, Luxembourg . . . . .	31197
NFM Trading S.A., Bertrange . . . . .	31193	UBS (Lux) Equity, Sicav, Luxembourg . . . . .	31196
Omnium Luxembourgeois de Gestion et de Partici- pations S.A., Luxembourg . . . . .	31193	UBS (Lux) Portfolio Invest Fixed Income, Sicav, Luxembourg . . . . .	31198
Rent-o-Net, Sicav, Luxembourg . . . . .	31192	UniNeueMärkte, Fonds Commun de Placement . . . . .	31178
Richemont S.A., Luxembourg . . . . .	31192	Vontobel Fund Management S.A., Senningerberg . . . . .	31166, 31168
		Walfra Investments S.A., Luxembourg . . . . .	31193

**ANCOGES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 4 juin 1998, vol. 500, fol. 4, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 1998.

A. Costa

Administrateur-Délégué

(27279/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**SKOTRADE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 18-20, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 55.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 15 juin 1998, vol. 508, fol. 50, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

*Pour la S.à r.l. SKOTRADE*  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU  
LUXEMBOURG S.A.

(27179/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**SOGEPAR, S.à r.l., GESTION D'IMMEUBLES, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, 1A, rue de l'Avenir.  
R. C. Luxembourg B 40.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 15 juin 1998, vol. 508, fol. 50, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

*Pour la S.à r.l. SOGEPAR*  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU  
LUXEMBOURG S.A.

(27182/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**SOPAGE, S.à r.l., SOCIETE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, 1A, rue de l'Avenir.  
R. C. Luxembourg B 40.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 15 juin 1998, vol. 508, fol. 50, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

*Pour la S.à r.l. SOPAGE*  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU  
LUXEMBOURG S.A.

(27183/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**TEAM-CONSTRUCT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1727 Luxembourg, 17, rue Arthur Herchen.  
R. C. Luxembourg B 37.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 10 juin 1998, vol. 508, fol. 29, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

(27198/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**STANDARD S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding STANDARD S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 29 juillet 1977, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 253 du 3 novembre 1977.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 octobre 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 25 du 20 janvier 1993.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Karl Louarn, employé privé, demeurant à (F) Thionville.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. - Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. - Qu'il résulte de la liste de présence que sur les 7.280 actions émises, 7.280 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée générale est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. - Acceptation des démissions des trois administrateurs démissionnaires et décharge pour l'exercice de leurs mandats. Nomination de nouveaux administrateurs:

Monsieur Marc Boland, employé privé, demeurant à Luxembourg,

Monsieur Joeri Steeman, employé privé, demeurant à Helmsange,

Monsieur Rudi Lemeer, employé privé, demeurant à Ehlerange.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

2. - Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes:

Monsieur Karl Louarn, employé privé, demeurant à Thionville (F).

Le commissaire aux comptes est nommé pour durée de six ans.

3. - Transfert du siège social de L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt à L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon, avec modification afférente des statuts.

4. - Modification de l'article 3 afin de conférer une durée illimitée à la société.

5. - Suppression de l'article 12 relatif au cautionnement des administrateurs et commissaires par une action de la société pour chacun d'eux.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée accepte les démissions des trois administrateurs démissionnaires et donne décharge pour l'exercice de leurs mandats.

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs pour une durée de six ans:

Monsieur Marc Boland, prénommé,

Monsieur Joeri Steeman, prénommé,

Monsieur Rudi Lemeer, prénommé.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire pour une durée de six ans:

Monsieur Karl Louarn, prénommé.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt à L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

En conséquence, l'assemblée décide de modifier l'article 2 (alinéa 1<sup>er</sup>) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2. (alinéa 1<sup>er</sup>).** Le siège social est établi à Strassen.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.»

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de supprimer l'article 12 des statuts.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de renuméroter les articles des statuts suite à la suppression de l'article 12.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Boland, J. Steeman, K. Louarn, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 4 mai 1998, vol. 405, fol. 51, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 8 mai 1998.

E. Schroeder.

(27188/228/79) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**STANDARD S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 111, route d'Arlon.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

E. Schroeder  
Notaire

(27189/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**RPM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme,**  
**(anc. SPONDYLUS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding).**  
 Siège social: L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.  
 R. C. Luxembourg B 61.419.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatre juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding SPONDYLUS HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen, R. C. Luxembourg section B numéro 61.419, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 septembre 1997, publié au Mémorial C numéro 66 du 2 février 1998.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Marie-Jeanne Leiten, employée privée, demeurant à Godbrange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Transformation de la société anonyme holding en société anonyme de participations financières, modification et élargissement de l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut en outre prêter ou emprunter à court ou à long terme dans les limites des dispositions légales.»

2.- Modification de la dénomination sociale en RPM INTERNATIONAL S.A.

3.- Modification afférente de l'article premier des statuts.

4.- Changement de la devise du bilan pour passer de BEF à ITL, au cours de change 1,- BEF = 48,- ITL. Le capital passe de 1.250.000,- BEF à 60.000.000,- ITL, représenté par 12.000 actions de 5.000,- ITL chacune.

5.- Augmentation de capital pour le porter de son montant actuel de 60.000.000,- ITL à 2.000.000.000,- ITL par la création et l'émission de 388.000 actions nouvelles de 5.000,- ITL chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

6.- Souscription et libération intégrale des nouvelles actions.

7.- Modification afférente de l'article 5 des statuts.

8.- Modification de l'article 6 des statuts.

9.- Possibilité d'émettre des emprunts obligataires convertibles ou non.

10.- Nominations statutaires.

11.- Transfert du siège social à L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transformer la société anonyme holding existante en société anonyme de participations financières et de modifier en conséquence l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de

toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut en outre prêter ou emprunter à court ou à long terme dans les limites des dispositions légales.»

De ce fait la société a cessé d'exister sous le régime d'une société anonyme holding régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en RPM INTERNATIONAL S.A. et en conséquence modifie l'article premier des statuts comme suit:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de RPM INTERNATIONAL S.A.».

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de changer la monnaie d'expression du capital social qui sera dorénavant exprimé en ITL (lires italiennes) et de transformer par conséquent le capital social actuellement fixé à un million deux cent cinquante mille francs belges (1.250.000,- BEF) à soixante millions de lires italiennes (60.000.000,- ITL).

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de remplacer les mille deux cent cinquante (1.250) actions existantes d'une valeur nominale de mille francs belges (1.000,- BEF) par douze mille (12.000) actions d'une valeur nominale de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL) chacune.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un milliard neuf cent quarante millions de lires italiennes (1.940.000.000,- ITL) pour le porter de son montant actuel après transformation de soixante millions de lires italiennes (60.000.000,- ITL) à deux milliards de lires italiennes (2.000.000.000,- ITL) par la création et l'émission de trois cent quatre-vingt-huit mille (388.000) actions nouvelles de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Ces trois cent quatre-vingt-huit mille (388.000) actions nouvelles ont été souscrites par la société anonyme AGA HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.

Le montant d'un milliard neuf cent quarante millions de lires italiennes (1.940.000.000,- ITL) a été apporté en numéraire de sorte que le prédit montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société SPONDYLUS HOLDING S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

#### *Sixième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital souscrit est fixé à deux milliards de lires italiennes (2.000.000.000,- ITL), représenté par quatre cent mille (400.000) actions de cinq mille lires italiennes (5.000,- ITL) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Le conseil élit en son sein un président et, le cas échéant, un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants n'auront pas le droit de coopter provisoirement un nouveau membre, mais devront convoquer, dans les meilleurs délais et de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, une assemblée générale pour délibérer sur la recomposition du conseil d'administration. Dans l'attente de la décision de l'assemblée générale, le conseil s'abstiendra de tout acte de disposition et se limitera à la gestion journalière des affaires de la société. La démission d'un administrateur entraîne automatiquement la démission de tout le conseil.»

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide d'ajouter un nouveau alinéa deux à l'article sept des statuts ayant la teneur suivante:

«**Art. 7. Alinéa deux.** Le conseil d'administration peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, même au moyen d'émissions d'obligations avec ou sans garantie; ces obligations pourront, sur autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, être converties en actions.»

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission du conseil d'administration en fonction.

#### *Dixième résolution*

L'assemblée décide de nommer en remplacement des administrateurs démissionnaires:

- 1.- Monsieur Jean-Marc Heitz, comptable, demeurant à Wormeldange;
  - 2.- Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg;
  - 3.- Monsieur René Lanners, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
  - 4.- Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette;
- comme nouveaux administrateurs de la société.

*Onzième résolution*

L'assemblée confirme Monsieur Adrien Schaus, comptable, demeurant à Tétange, comme commissaire de la société.

*Douzième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre cent quatre-vingt-cinq mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement le montant de l'augmentation de capital social est évalué à la somme de quarante millions sept cent quarante mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: R. Scheifer, M.-J. Leiten, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 juin 1998, vol. 503, fol. 51, case 5. – Reçu 407.400 francs.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Junglinster, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

J. Seckler.

(27186/231/160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**RPM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 22, boulevard Pierre Dupong.

R. C. Luxembourg B 61.419.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

J. Seckler.

(27187/231/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**STEPAREX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8035 Strassen, 12, Cité Pescher.

R. C. Luxembourg B 39.215.

—

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 juin 1998, vol. 509, fol. 1, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

Signature.

(27191/678/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SUNOVA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 30.363.

—

Le bilan au 30 septembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 30 juin 1998, vol. 509, fol. 11, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société SUNOVA S.A.*

Signature

(27194/005/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SOREVAL, Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 27.433.

—

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 mai 1998, vol. 507, fol. 90, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Signature.

(27184/689/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SOREVAL, Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 27.433.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 1998*

*Nominations*

Le mandat du Réviseur d'Entreprises COOPERS & LYBRAND arrivant à échéance à l'issue de cette Assemblée, il est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1998.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 mai 1998, vol. 507, fol. 90, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27185/689/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SUNFLOWER HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 18.892.

—  
Les bilans aux 31 décembre 1994, 31 décembre 1995 et 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 30 juin 1998, vol. 509, fol. 7, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 1998.

SANNE & CIE, S.à r.l.  
Signature

(27192/521/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SUNFLOWER HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 18.892.

—  
Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 25 mai 1998 que M. Fernand Heim, chef comptable, demeurant à Luxembourg, a été nommé administrateur en remplacement de M. Karl U. Sanne, démissionnaire.

Pour extrait conforme  
SANNE & CIE, S.à r.l.  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 juin 1998, vol. 509, fol. 7, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27193/521/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SUPRIMO INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 58.970.

—  
Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1998, vol. 509, fol. 19, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Il résulte d'une décision prise lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 1997 que les mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes expirent lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(27195/529/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SVALIA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue G. Kroll.  
R. C. Luxembourg B 51.331.

—  
Le bilan au 31 mars 1997 approuvé par l'Assemblée Générale du 13 mars 1998, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1998, vol. 509, fol. 24, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

(27196/717/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

---

**SVALIA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue G. Kroll.  
R. C. Luxembourg B 51.331.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire  
tenue au siège social en date du 13 mars 1998*

Les comptes clôturés au 31 mars 1997 ont été approuvés.

Décharge a été accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 mars 1997.

L'activité de la société est continuée malgré la perte dépassant les trois quarts du capital social.

Les mandats de Monsieur Petras Simeliunas, SVALIA CO. LTD, Monsieur Valdemaras Valkiunas, administrateurs, Monsieur Aidas Saviciunas, administrateur-délégué et le mandat de Monsieur Marc Muller, commissaire aux comptes, sont reconduits pour une période d'une année jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes clôturés au 31 mars 1998.

Pour extrait sincère et conforme  
SVALIA LUXEMBOURG S.A.

Signature  
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1998, vol. 509, fol. 24, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27197/717/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**TEMPLETON CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN INVESTMENT COMPANY,  
Société d'Investissement à Capital Fixe.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 54.317.

In the year nineteen hundred and ninety-eight, on the ninth day of June.  
Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of TEMPLETON CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN INVESTMENT COMPANY (hereafter referred to as the «Company»), a société anonyme having its registered office in Luxembourg (R. C. Luxembourg B 54.317), incorporated by a deed of the undersigned notary, on the 2nd April, 1996, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»), of 9th May, 1996 and which has been amended on the 19th April, 1996 by a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial of 17th May, 1996.

The meeting was opened by William Lockwood, employé privé, residing in Rodemack (F), in the chair.

The chairman appointed as secretary Emilie Saint-Lager, employée privée, residing in Courcelles-Chaussy (F).

The meeting elected as scrutineer Tim Spencer, employé privé, residing in Dudelange.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. To decide the liquidation of the Company.

2. To appoint FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A. as liquidator. The liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148 bis of the coordinated law on commercial companies. The liquidator will be entitled to perform the deeds and operations stipulated in article 145 without authorization of the general meeting of shareholders in the situations where this authorization would be required.

The liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses; consent release and clearance, with or without payment of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The liquidator is not required to draw up an inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator is authorized, under his responsibility, to delegate, for special and determined operations, to one or more of the proxyholders, such part of his authority he will determine and for the duration he will fix.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxies of the represented shareholders and of the bureau of the meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That convening notices to this meeting have been sent by registered mail to all registered shareholders on the 15th May, 1998.

IV. That the resolutions on the agenda of this meeting may only be validly taken if the Shareholders present or represented at this meeting hold at least 50 % of the Shares issued and outstanding and resolutions must be approved by Shareholders holding at least 2/3 of the Shares represented at the meeting.

V. It appears from the attendance list that, out of the seven million (7,000,000) shares in issue, three million five hundred seven thousand seven hundred thirty (3,507,730) shares are represented at the meeting.

VI. That, as a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

Then the meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

*First resolution*

The meeting with 3,507,730 votes in favour and 0 votes against decides the liquidation of the Company.

*Second resolution*

The meeting with 3,507,730 votes in favour and 0 votes against decides to appoint FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A. as liquidator. The liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148 bis of the coordinated law on commercial companies. The liquidator will be entitled to perform the deeds and operations stipulated in article 145 without authorization of the general meeting of shareholders in the situations where this authorization would be required.

The liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses; consent release and clearance, with or without payment of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The liquidator is not required to draw up an inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator is authorized, under his responsibility, to delegate, for special and determined operations, to one or more of the proxyholders, such part of his authority he will determine and for the duration he will fix.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French translation; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French version, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le neuf juin.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TEMPLETON CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN INVESTMENT COMPANY (ci-après la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg (R. C. Luxembourg B 54.317, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 2 avril 1996, acte qui a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), du 9 mai 1996 et qui a été modifié par un acte du notaire soussigné du 19 avril 1996 publié dans le Mémorial du 17 mai 1996.

L'Assemblée est ouverte par le président, William Lockwood, employé privé, demeurant à Rodemack (F).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Emilie Saint-Lager, employée privée, demeurant à Courcelles/Chaussey (F).

L'Assemblée élit aux fonctions de scrutateur Tim Spencer, employé privé, demeurant à Dudelange.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. De décider la liquidation de la Société.

2. De nommer la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A. comme liquidateur. Le liquidateur a les pouvoirs les plus généraux tels que prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales. Le liquidateur est autorisé à procéder aux actes et opérations prévus à l'article 145 sans l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas où cette autorisation aurait été nécessaire.

Le liquidateur est autorisé à dispenser le préposé du bureau des hypothèques de l'obligation d'enregistrer les nantisements ou droits préférentiels; renoncer aux droits réels, droits préférentiels, privilèges, hypothèques et clauses d'annulation; consentir la libération ou la compensation avec ou sans paiement de tout droit préférentiel et hypothèque, transcription, gage ou autre sûreté.

Le liquidateur n'est pas obligé à procéder à un inventaire et peut se fonder sur les comptes de la Société.

Le liquidateur est autorisé sous sa responsabilité à déléguer pour certaines opérations spéciales et déterminées une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires aux conditions et pour la durée qu'il déterminera.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que des avis de convocation à la présente assemblée ont été envoyés par lettres recommandées à tous les actionnaires en nom le 15 mai 1998.

IV. Que les résolutions portées à l'ordre du jour de cette assemblée ne peuvent être valablement adoptées que si les actionnaires présents ou représentés représentent au moins 50 % des actions émises et en circulation et que les résolutions doivent être adoptées par les actionnaires détenant au moins 2/3 des actions représentées à l'assemblée.

V. Il résulte de la liste de présence que des sept millions (7.000.000) actions en circulation sont trois millions cinq cent sept mille sept cent trente (3.507.730) représentées à la présente assemblée.

VI. Qu'à la suite de ce qui précède, la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée avec 3.507.730 voix en faveur et 0 voix contre décide la liquidation de la Société.

*Deuxième résolution*

L'assemblée avec 3.507.730 voix en faveur et 0 voix contre décide de nommer la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A. comme liquidateur. Le liquidateur a les pouvoirs les plus généraux tels que prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales. Le liquidateur est autorisé à procéder aux actes et opérations prévus à l'article 145 sans l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas où cette autorisation aurait été nécessaire.

Le liquidateur est autorisé à dispenser le préposé du bureau des hypothèques de l'obligation d'enregistrer les nantisements ou droits préférentiels; renoncer aux droits réels, droits préférentiels, privilèges, hypothèques et clauses d'annulation; consentir la libération ou la compensation avec ou sans paiement de tout droit préférentiel et hypothèque, transcription, gage ou autre sûreté.

Le liquidateur n'est pas obligé à procéder à un inventaire et peut se fonder sur les comptes de la Société.

Le liquidateur est autorisé sous sa responsabilité à déléguer pour certaines opérations spéciales et déterminées une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires aux conditions et pour la durée qu'il déterminera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le Notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, reconnaît par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: W. Lockwood, E. Saint-Lager, T. Spencer, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 19 juin 1998, vol. 405, fol. 96, case 2. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 juin 1998.

*E. Schroeder.*

(27201/228/142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**TONG INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, rue du Fort Neipperg.

R. C. Luxembourg B 29.630.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-neuf avril.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TONG INTERNATIONAL S.A., constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 19 avril 1989, numéro 104.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par ledit notaire Elter en date du 3 avril 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 9 octobre 1990, numéro 366.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacques Bonnier, employé privé, demeurant à Athus.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Isabelle Rosseneu, employée privée, demeurant à Schrassig.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Patrick Schoetter, employé privé, demeurant à Rollingen.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Refonte intégrale des statuts.

2. Ajout d'une version anglaise aux statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de procéder à la refonte intégrale des statuts pour leur donner la teneur suivante:

### **Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme, sous la dénomination de TONG INTERNATIONAL S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut également acquérir et mettre en valeur toutes marques ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la constitution, au développement, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés, le tout en restant dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.

Sans restriction du pouvoir ou de l'autorité dont bénéficie la société en vertu d'une législation applicable ou d'une autorité réglementaire ou limitant d'une autre façon l'objet social de la société, la société peut également financer directement ou indirectement les activités de la société ou l'une de ses filiales, ou toute personne, entité ou société affiliée ou associée indépendamment de sa situation:

A cet effet la société peut:

i) emprunter soit par souscription publique ou privée, par tous moyens, y compris mais sans limitation par emprunt d'argent, émission d'obligation ou de billets à ordre, en engageant le crédit de la société, par hypothèque, gage, transfert de propriété ou autre garantie, céder ou grever les avoirs de la société ou en offrant des droits de participation dans la société ou dans ses actifs;

ii) émettre des actions, warrants, options ou participations ou droits similaires sur le capital de la société;

iii) fournir assistance financière de toute nature soit directement ou indirectement à toute filiale ou personne, entité ou société affiliée ou associée sans limitation par garantie, sécurité, postposition, mainlevée, subordination ou aliénation; ou

iv) accomplir tout autre acte ou réaliser toute autre opération qui de l'avis du Conseil d'Administration sera nécessaire ou utile et correspondant aux objectifs de la société.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à deux cent dix-sept millions sept cent cinquante mille francs belges (217.750.000,- BEF) représenté par deux cent dix-sept mille sept cent cinquante (217.750) actions de mille francs belges (1.000,- BEF) chacune.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

### **Titre II. Administration, Surveillance**

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si tous ses membres sont présents ou représentés, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou téléfax étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

**Art. 6.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

**Art. 7.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

**Art. 9.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

### **Titre III. Assemblée générale et Répartition des bénéfices**

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires

lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mercredi du mois de mai, à 15.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12.** Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

#### **Titre IV. Exercice social, Dissolution**

**Art. 13.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 14.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

#### **Titre V. Disposition générale**

**Art. 15.** La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de rajouter à la version française des statuts une version anglaise et qu'en cas de divergences entre les deux langues la version française fera foi.

#### **La version anglaise aura la teneur suivante:**

##### **Title I. Name, Registered office, Object, Duration, Corporate capital**

**Art. 1.** There exists a holding company in the form of a société anonyme, the name of which is TONG INTERNATIONAL S.A.

Said company has its Registered office in Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities of the Registered office or easy communication between such office and foreign countries, the Registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding such temporary transfer of the Registered office, still remains of Luxembourg nationality.

The Company shall have an unlimited duration.

**Art. 2.** The purposes of the company are the acquisition of interests in any form whatsoever in other Luxembourg or foreign companies and any other investment form, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of securities of any kinds, the management, supervision and development of these interests.

It may also acquire and license trade-marks and patents and other rights derived from or complementary to such patents, and participate in the organization, development, transformation and supervision of any company, remaining however always within the limits of the Law of July 31st, 1929 on holding companies.

Without restricting any power or authority enjoyed by the company pursuant to any governing legislation or regulatory authority or otherwise restricting the objects of the company, the company may also directly or indirectly finance the activities of the company or of any subsidiary, affiliated or associated person, entity or corporation wheresoever situate.

In this regard the company may:

i) borrow money, either by public or private subscription, by any means whatsoever, including without limitation by borrowing money, issuing bonds or debentures, pledging the credit of the company, mortgage, hypothecate, pledge, transfer in ownership or otherwise secure, alienate or encumber the assets of the company or offer participation rights in the company or the assets thereof;

ii) issue shares, warrants, options or participations or similar rights in the capital stock of the company;

iii) provide financial assistance of every nature whatsoever, either directly or indirectly to any subsidiary, affiliated or associated person, entity or corporation including without limitation by way of guarantee, security, postponement, release, subordination or alienation; or

iv) perform any other act or execute any other instrument which in the opinion of the Board of Directors shall be desirable or necessary and consistent with the objects of the company.

**Art. 3.** The corporate capital is fixed at two hundred and seventeen million seven hundred and fifty thousand Belgian francs (217,750,000.- BEF), represented by two hundred and seventeen thousand seven hundred and fifty (217,750) shares of thousand Belgian francs (1,000.- BEF) each.

Unless otherwise specified by Law, the shares shall be in bearer or in registered form.

The subscribed capital may be increased or reduced by a decision of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the same manner as for the amendment of the Articles of Incorporation.

The company may redeem its shares within the limits fixed by law.

#### **Title II. Management and Supervision**

**Art. 4.** The company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders of the company. Their term of office shall be maximum 6 years. The directors shall be reeligible.

**Art. 5.** With the exception of the acts reserved to the general meeting of shareholders by law or by the Articles of Incorporation, the Board of Directors may perform all acts necessary or useful to the achievement of the purposes of the company. The Board of Directors may not deliberate or act validly unless a majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telex or telefax, being permitted.

In case of emergency, the directors may cast their vote by letter, telex or telefax. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings.

Resolutions of the Board of Directors shall be adopted by majority vote.

**Art. 6.** The Board of Directors may delegate all or part of its power to a director, officer, manager or other agent. The corporation shall be bound by the sole signature of the managing director or by the collective signature of two directors.

**Art. 7.** Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the company by the Board of Directors represented by its chairman or its managing director.

**Art. 8.** The Board of Directors may decide to pay interim dividends within the limits and conditions fixed by law.

**Art. 9.** The supervision of the corporation shall be entrusted to one or more auditors, who are appointed for a term not exceeding six years. They shall be re-eligible.

#### **Title III. General meeting and Distribution of profits**

**Art. 10.** The general meeting of the company properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the broadest powers to perform or ratify all acts which concern the company.

Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The general meeting shall determine the allocation or distribution of the net profits.

**Art. 11.** The annual meeting of shareholders shall be held on the third wednesday of May at 15.00 o'clock in Luxembourg at the registered office or at any other location designated in the convening notices. If said day is public holiday, the meeting will be held the next following business day.

**Art. 12.** By a decision of the extraordinary general meeting of the shareholders, all or part of the net profit and the distributable reserves may be assigned to redemption of the stock capital by way of reimbursement at par of all or part of the shares which have to be determined by lot, without reduction of capital. The reimbursed shares are cancelled and replaced by bonus shares which have the same rights as the cancelled shares, with the exception of the right of reimbursement of the assets brought in and of the right to participate at the distribution of a first dividend allocated to non-redeemed shares.

#### **Title IV. Accounting year, Dissolution**

**Art. 13.** The accounting year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

**Art. 14.** The company may be dissolved by decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

#### **Title V. General provisions**

**Art. 15.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915, as amended on commercial companies, the law of July 31, 1929, on Holding Companies.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Bonnier, I. Rosseneu, P. Schoetter, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 4 mai 1998, vol. 405, fol. 50, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 8 mai 1998.

E. Schroeder.

(27205/228/225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

#### **TONG INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, rue du Fort Neipperg.

R. C. Luxembourg B 29.630.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

E. Schroeder.

(27206/228/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**TERELUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 29.162.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 mai 1998, vol. 507, fol. 90, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Signature.

(27202/689/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**TERELUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 29.162.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 mai 1998*

*Nominations*

a) L'Assemblée prend acte des démissions de Messieurs Gérard Marchand et Christian Ide de leur poste d'Administrateur à dater du 31 décembre 1997. L'Assemblée les remercie pour leur participation au développement de la société.

L'Assemblée élit à l'unanimité au poste d'Administrateur Monsieur Eddy Vandembrielle et Monsieur Johan Bulteel. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000.

b) Le mandat du Réviseur d'Entreprises KPMG-AUDIT est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1998.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 mai 1998, vol. 507, fol. 90, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27203/689/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

**VONTOBEL FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the twenty-eighth day of April.

Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of VONTOBEL FUND MANAGEMENT S.A., with its principal office in Luxembourg, incorporated by deed established by Maître Camille Hellinckx, notary, on 4th October, 1991 published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the «Mémorial») number 436 on 19th November, 1991.

The meeting was presided by Mrs Anne-Marie L Phipps, Operations Manager & Company Secretary, Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Miss Anne Rasmussen, accountant, Ernster.

The chairman appointed as scrutineer Mrs Stephanie Daer, management accountant, Dalheim.

The Board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1) To replace the first paragraph of article 4 by the following:

«The registered office of the Corporation is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.»

2) To replace the fourth paragraph of article the following:

«In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.»

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III) As it appears from said attendance list all the two hundred twenty (220) shares, representing the entire subscribed capital, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting could validly decide on the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

*First resolution*

The meeting unanimously decides to replace the first paragraph of article 4 by the following:

«The registered office of the Corporation is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.»

*Second resolution*

The meeting unanimously decides to replace the fourth paragraph of article 11 by the following:

«In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever, incumbent on the corporation and charged to it by reason of the present deed are assessed at twenty-five thousand Luxembourg francs (25,000.- LUF).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no other shareholder expressing the request to sign.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

**Es folgt die Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:**

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, den achtundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Edmond Schroeder, mit Amtswohnsitz in Mersch.

Fand eine ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre vom VONTOBEL FUND MANAGEMENT S.A., mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde von Notar Camille Hellinckx, am 4. Oktober 1991 welche im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (der «Mémorial»), Nummer 436 vom 19. November 1991 veröffentlicht wurde, statt.

Die Versammlung fand statt unter dem Vorsitz von Frau Anne-Marie L Phipps, Operations Manager & Company Secretary, Luxembourg.

Der Vorsitzende bestimmte zum Sekretär Fräulein Anne Rasmussen, accountant, Ernster.

Der Vorsitzende bestimmte zum Aufsichtsbeauftragten Frau Stephanie Daer, management account, Dahlmeim.

Nachdem der Vorstand der Versammlung auf diese Weise gebildet wurde, erklärte und beauftragte der Vorsitzende den Notar zu beurkunden.

I) Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1) Abänderung des ersten Abschnittes von Artikel 4 in:

«Der Gesellschaftssitz befindet sich in Senningerberg, Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden. Durch Beschluss des Verwaltungsrates können zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.»

2) Abänderung des vierten Abschnittes von Artikel 11 in:

«Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalles oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.»

II) Die anwesenden und vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind in einer Anwesenheitsliste eingetragen; diese Anwesenheitsliste, die von den Aktionären, von den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, vom Vorstand der Versammlung und vom unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden notariellen Urkunde als Anlage beiliegen.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre werden der vorliegenden notariellen Urkunde ebenfalls als Anlage beiliegen.

III) Wie aus der obengenannten Anwesenheitsliste hervorgeht sind alle im Umlauf befindlichen zweihundertzwanzig (220) Aktien bei dieser ausserordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten, so dass diese Versammlung, bezüglich der Punkte der Tagesordnung welche laut Aussagen der Aktionäre denselben vor der Versammlung bekannt war, beschlussfähig ist.

*Erster Beschluss*

Die Versammlung beschliesst einstimmig den ersten Abschnitt von Artikel 4 wie folgt abzuändern:

«Der Gesellschaftssitz befindet sich in Senningerberg, Grossherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden. Durch Beschluss des Verwaltungsrates können zusätzliche Zweigstellen oder Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.»

*Zweiter Beschluss*

Die Versammlung beschliesst einstimmig den vierten Abschnitt von Artikel 11 wie folgt abzuändern:

«Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge eines Todesfalles oder Rücktritts oder sonstwie frei, so können die übrigen Mitglieder zusammentreten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, um diesen freien Posten bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre zu besetzen.»

Da keine weiteren Angelegenheiten der Versammlung vorliegen, wurde dieselbe daraufhin vertagt.

Ausgaben, Kosten, Abfindungen und Gebühren, gleichgültig welcher Form, entstanden durch die vorliegende notarielle Urkunde, und welche von der Gesellschaft getragen werden, werden auf ungefähr fünfundzwanzigtausend Luxemburger Franken (25.000.- LUF) geschätzt.

Hierauf wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg aufgesetzt, an dem Tag wie zu Beginn in diesem Dokument eingetragen.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen vorgelesen wurde, welche dem Notar bekannt sind durch ihre Namen, Vornamen, zivilen Status und ihrer Herkunft, haben die Mitglieder der Büros zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet, indem kein anderer Aktionär beantragt hat, dieselbe zu unterzeichnen.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, aktiert hiermit, dass auf Anfrage der obengenannten erschienenen Personen, die hiervorliegende Ausfertigung in Englisch abgefasst ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt; auf Anfrage derselben erschienenen Personen und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text massgebend sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A.-M. Phipps, A. Rasmussen, S. Daer, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 29 avril 1998, vol. 405, fol. 47, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 mai 1998.

E. Schroeder.

(27220/228/122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

### **VONTOBEL FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

E. Schroeder.

(27221/228/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 1998.

### **CORONAS INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

#### STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatre juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. La société ESTOURNEL NOMINEES N.V., avec siège social à Caracasbaaiweg 199, P.O.Box 6050, Curaçao, Antilles néerlandaises,

ici représentée par Monsieur Dirk C. Oppelaar, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'un pouvoir général donné à Curaçao le 17 octobre 1996.

2. La société REPARADE NOMINEES N.V., avec siège social à Caracasbaaiweg 199, P.O.Box 6050, Curaçao, Antilles néerlandaises,

ici représentée par Monsieur Dirk C. Oppelaar, préqualifié,

en vertu d'un pouvoir général donné à Curaçao le 17 octobre 1996,

dont copies de chaque pouvoir ont été annexées à un acte de dépôt reçu par le notaire instrumentant en date du 12 février 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 février 1998, vol. 900B, fo. 21, case 1.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme de société anonyme, sous la dénomination de CORONAS INVESTMENT S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à un million deux cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital autorisé de la société est fixé à dix millions de francs luxembourgeois (LUF 10.000.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil Spécial, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est encore expressément autorisé dans le cadre du capital autorisé, à recevoir à titre de libération des actions nouvellement souscrites en dehors des apports en numéraire, des apports en nature, tels que des titres, des créances. Le conseil est encore autorisé dans le cadre du capital autorisé, à utiliser les bénéfices réservés ou reportés en vue de leur incorporation au capital. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie du capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société, peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième mercredi du mois de juin à 14.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1998.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1999.

#### *Souscription - Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société ESTOURNEL NOMINEES N.V., préqualifiée, mille deux cent quarante-neuf actions . . . . .	1.249
2. La société REPARDE NOMINEES N.V., préqualifiée, une action . . . . .	1
<b>Total:</b> mille deux cent cinquante actions . . . . .	<b>1.250</b>

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à soixantemille francs luxembourgeois (LUF 60.000,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Roeland P. Pels, maître en droit, demeurant à L-2124 Luxembourg, 24, rue des Maraîchers;
  - b) Monsieur Dirk C. Oppelaar, maître en droit, demeurant à L-1331 Luxembourg, 15A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;
  - c) Mademoiselle Anne Compère, employée, demeurant à B-6700 Arlon, 186/10, avenue Général Patton.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:  
La société VGD LUXEMBOURG, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire seront de six années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'a deux mille quatre.
- 5.- Le siège social est fixé à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.  
Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.  
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. C. Oppelaar, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juin 1998, vol. 108S, fol. 37, case 2. – Reçu 12.500 francs.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 2 juillet 1998.

P. Bettingen.

(27237/202/168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**DIFIL S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

—  
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-neuf juin.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) CAROCAR S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Richard De Giorgi, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à B-Arlon,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 18 juin 1998.

2) Madame Emanuela Verlicchi, industrielle, demeurant à I-Modène,

ici représentée par Monsieur Richard De Giorgi, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Modène, le 18 juin 1998.

Les procurations prémentionnées resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme de participation financière qu'ils vont constituer entre eux:

**Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de DIFIL S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société a également pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à deux cent cinquante millions de liras italiennes (250.000.000,- ITL) représenté par deux cent cinquante (250) actions d'un million de liras italiennes (1.000.000,- ITL) chacune.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au libre choix de l'actionnaire. Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social initial à concurrence de cinq cents millions de liras italiennes (500.000.000,- ITL) pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante millions de liras italiennes (250.000.000,- ITL) à sept cent cinquante millions de liras italiennes (750.000.000,- ITL), le cas échéant par l'émission de cinq cents (500) actions d'un million de liras italiennes (1.000.000,- ITL) chacune, jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

## **Titre II. Administration, Surveillance**

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou téléfax étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

**Art. 6.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs. Pour le cas où l'assemblée générale décide d'établir différentes catégories d'administrateurs, la société sera engagée par la signature conjointe d'un administrateur de la catégorie A avec un administrateur de la catégorie B.

**Art. 7.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

**Art. 9.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

## **Titre III. Assemblée générale et Répartition des bénéfices**

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de septembre à neuf heures trente.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12.** Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

## **Titre IV. Exercice social, Dissolution**

**Art. 13.** L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin de chaque année.

**Art. 14.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

## **Titre V. Disposition générale**

**Art. 15.** La loi du dix août mille neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire aux actions du capital social comme suit:

1) CAROCAR S.A., prénommée, deux cent cinquante-huit actions	248
2) Madame Emanuela Verlicchi, prénommée, deux actions	2
Total: deux cent cinquante actions	250

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent cinquante millions de liras italiennes (250.000.000,- ITL) se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### Constatation

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mille neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cent vingt mille francs luxembourgeois (120.000,- LUF) francs.

#### Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1) L'adresse de la société est fixée à L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

L'assemblée autorise le Conseil d'Administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires à un.

Sont nommés administrateurs:

Catégorie A:

a) Monsieur Filippo Marazzi, industriel, demeurant à I-Modena.

b) Madame Emanuela Verlicchi, industrielle, demeurant à I-Modena.

Catégorie B:

c) Monsieur Guy Lammar, employé privé, demeurant à Itzig.

d) Monsieur Alain Renard, employé privé, demeurant à Olm.

Est nommée commissaire:

FIN-CONTROLE, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du commissaire expireront immédiatement après l'assemblée générale statutaire de l'an deux mille trois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. De Giorgi, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 1998, vol. 108S, fol. 79, case 9. – Reçu 52.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

F. Baden.

(27238/200/174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

### EUROPEAN SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

#### STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le seize juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. La société MICROLINK INVESTMENTS LTD, avec siège social à St Georges House, 44, Price Street, Birmingham B4 6LA,

ici représentée par Monsieur Christophe Mignani, directeur de société, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 5 juin 1998.

2. La société EUROLINE INVESTMENTS LTD, avec siège social à St. Georges House, 44, Price Street, Birmingham B4 6LA,

ici représentée par Monsieur Christophe Mignani, préqualifié, en vertu d'une procuration donnée le 5 juin 1998,

lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront formalisées.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme de société anonyme, sous la dénomination de EUROPEAN SERVICES S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet l'import-export de toutes sortes de marchandises ainsi que la location de tous biens et tous services.

La société a en outre pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,- représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune, libérées à concurrence de 38 %.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

### Année sociale - Assemblée générale

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le quinze du mois de juin à 15.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1998.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1999.

#### *Souscription - Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société MICROLINK INVESTMENTS LTD, prénommée, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
2. La société EUROLINE INVESTMENTS LTD, prénommée, six cent vingt-cinq actions . . . . .	625
Total: mille deux cent cinquante actions . . . . .	1.250

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de trente-huit pour cent (38 %) par des versements en espèces de sorte que la somme de quatre cent soixante-quinze mille francs luxembourgeois (LUF 475.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelées aux fonctions d'administrateurs:
  - a) La société ASTLEA COMMERCIAL SERVICES LTD, avec siège à Akara Bldg., 24, De Castro Street, Wickams Cay 1, Road Town, Tortola/BVI.
  - b) La société EUROLINE INVESTMENTS LTD, avec siège à St Georges House, 44, Price Street, Birmingham B4 6LA.
  - c) La société MICROLINK INVESTMENTS LTD, avec siège à St Georges House, 44, Price Street, Birmingham B4 6LA.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:  
La société S.A. LUX-AUDIT, avec siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire seront de six années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille quatre.
- 5.- Le siège social est fixé à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Mignani, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 1998, vol. 108S, fol. 77, case 9. – Reçu 12.500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 2 juillet 1998.

P. Bettingen.

(27240/202/151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**FINANCE & VENTURES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18 rue de l'Eau.

## STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze juin.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) DHOO GLASS SERVICES LIMITED, une société établie et ayant son siège social Santon, Ile de Man, ici représentée par Monsieur Marc Koeune, économiste, demeurant à Bereldange, en vertu d'une procuration donnée à Santon, le 8 juin 1998.

2) Monsieur Marc Koeune, économiste, demeurant à Bereldange.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lesquels comparants, par leur mandataire, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FINANCE & VENTURES S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet.

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser son développement ou l'extension de ses opérations.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à quatre millions (4.000.000,-) de francs luxembourgeois, représenté par quatre mille (4.000) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune.

**Art. 4.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs d'une, de deux ou plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et spécialement par une résolution unanime d'une assemblée des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représentée.

**Art. 5.** La Société sera administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans par une décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représentée. Ils sont rééligibles, mais toujours révocables sous les mêmes conditions.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, une telle décision doit être ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa prochaine réunion.

**Art. 6.** Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour accomplir les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration peut désigner son président. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable donnée par décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représentée.

La Société se trouve engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

**Art. 8.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième vendredi du mois de mai à 10.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 11.** Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales, chaque administrateur pouvant convoquer une assemblée générale. Par ailleurs une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée à la requête d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant au moins dix pour cent du capital social émis.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 12.** L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

L'affectation et la distribution du bénéfice net est de sa compétence exclusive.

**Art. 13.** Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

**Art. 14.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 1998.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu le deuxième vendredi du mois de mai 1999 à 10.00 heures.

#### *Souscription et libération*

Les comparants ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) DHOO GLASS SERVICES LIMITED, préqualifiée, trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions . . .	3.999
2) Monsieur Marc Koeune, préqualifié, une action . . . . .	1
Total: quatre mille actions . . . . .	4.000

Toutes les actions ont été entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces de sorte que le montant de quatre millions (4.000.000,-) de francs luxembourgeois est désormais à la libre disposition de la Société comme il a été prouvé au notaire qui le constate expressément.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-cinq mille (85.000,-) francs.

#### *Assemblée constitutive*

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Jean Hoffmann, conseiller fiscal, demeurant à Luxembourg,

b) Madame Nicole Thommes, employée privée, demeurant à Oberpallen,

c) Madame Andrea Adam, employée privée, demeurant à D-Schweich.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Marc Koeune, économiste, demeurant à Bereldange.

4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1999.

5) Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 6 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté à élire un administrateur-délégué qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.

6) Le siège de la Société est fixé à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Koeune, A. Schwachtgen.,

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 1998, vol. 108S, fol. 64, case 4. – Reçu 40.000 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 1998.

A. Schwachtgen.

(27241/230/133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**UniNeueMärkte, Fonds Commun de Placement.****VERWALTUNGSREGLEMENT**

Stand: September 1997

*Präambel*

Dieses Verwaltungsreglement, welches in der Fassung vom September 1997 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») vom 27. Oktober 1997 veröffentlicht wird, legt allgemeine Grundsätze für von der UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. gemäß Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in der Form von «fonds communs de placement» aufgelegte und verwaltete Fonds fest, soweit die Sonderreglements der jeweiligen Fonds dieses Verwaltungsreglement zum integralen Bestandteil erklären.

Die spezifischen Charakteristika der Fonds werden in den Sonderreglements der jeweiligen Fonds beschrieben, in denen ergänzende und abweichende Regelungen zu einzelnen Bestimmungen des Verwaltungsreglements getroffen werden können. Ergänzend hierzu erstellt die Verwaltungsgesellschaft für jeden Fonds eine Übersicht «Der Fonds im Überblick», die aktuelle und spezielle Angaben enthält. Diese Übersicht ist integraler Bestandteil des Verkaufsprojektes.

An dem jeweiligen Fonds sind die Anteilhaber zu gleichen Rechten und im Verhältnis der Zahl der jeweils gehaltenen Anteile beteiligt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit weitere neue Fonds auflegen oder einen oder mehrere bestehende Fonds auflösen. Fonds können zusammengelegt oder mit anderen Organismen für gemeinsame Anlage verschmolzen werden.

Das Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement bilden gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die für den entsprechenden Fonds geltenden Vertragsbedingungen.

**Art. 1. Die Fonds.**

1. Jeder Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen («fonds commun de placement»), aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Das jeweilige Fondsvermögen abzüglich der dem jeweiligen Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten («Netto-Fondsvermögen») muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des entsprechenden Fonds mindestens den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Jeder Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind im Verwaltungsreglement sowie im Sonderreglement des jeweiligen Fonds geregelt, die beide von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt werden.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilhaber das Verwaltungsreglement, das Sonderreglement des jeweiligen Fonds sowie alle Änderungen derselben an.

**Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.**

1. Verwaltungsgesellschaft ist die UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet die Fonds im eigenen Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des jeweiligen Fonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des jeweiligen Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuß beraten lassen. Die Kosten hierfür trägt die Verwaltungsgesellschaft, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine anderweitige Bestimmung getroffen wird.

5. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, der aktuelle Informationen zu dem Fonds enthält, insbesondere im Hinblick auf Anteilpreise, Vergütungen und Verwaltung des Fonds.

**Art. 3. Die Depotbank.**

1. Die Depotbank für einen Fonds wird im jeweiligen Sonderreglement genannt.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement des jeweiligen Fonds und dem Depotbankvertrag zu dem jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung.

Die Depotbank hat jeweils einen Anspruch auf das ihr nach dem Sonderreglement des entsprechenden Fonds zustehende Entgelt und entnimmt es dessen Konten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft. Die in Artikel 13 des Verwaltungsreglements und im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten sonstigen zu Lasten jeden Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

3. Alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte eines Fonds werden von der Depotbank in separaten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements sowie des Sonderreglements des jeweiligen Fonds verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;  
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das jeweilige Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement oder dem Verkaufsprospekt des jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung widersprechen.

6. Verwaltungsgesellschaft und Depotbank sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem jeweiligen Depotbankvertrag zu kündigen. Im Falle einer Kündigung der Depotbankbestellung ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, da andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des entsprechenden Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

#### **Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik.**

Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Fonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

##### **1. Notierte Wertpapiere**

Ein Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden geregelten Markt («geregelter Markt») innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (mit Ozeanien), Afrika oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

##### **2. Neuemissionen**

Ein Fondsvermögen kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

- a) in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zu beantragen, und
- b) spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Ziffer 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäß Ziffer 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

##### **3. Nicht notierte Wertpapiere**

Bis zu 10 % eines Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden. Die Anlage in nicht notierten Wertpapieren darf zusammen mit den verbrieften Rechten gemäß Ziffer 4 dieses Artikels 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

##### **4. Verbriefte Rechte**

Bis zu 10 % eines Netto-Fondsvermögens können in verbrieften Rechten angelegt werden, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können, die übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert an jedem Bewertungstag gemäß Artikel 7 Ziffer 1 des Verwaltungsreglements genau bestimmt werden kann. Die Anlage in verbrieften Rechten darf zusammen mit den Wertpapieren gemäß Ziffer 3 dieses Artikels 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

##### **5. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren**

a) Bis zu 5 % eines Netto-Fondsvermögens können in Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») im Sinne der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 Nr. 85/611/EWG angelegt werden.

b) Anteile an OGAW, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch gemeinsame Verwaltung, direkte oder indirekte wesentliche Teilhaberschaft oder Kontrolle verbunden ist, verwaltet werden, können nur erworben werden, sofern die OGAW ihre Anlagepolitik auf spezifische wirtschaftliche oder geographische Bereiche konzentrieren. Die Verwaltungsgesellschaft wird keinen Ausgabeaufschlag und keine Verwaltungsvergütung für Anlagen berechnen, die in derart verbundenen OGAW erfolgen.

##### **6. Anlagegrenzen**

a) Bis zu 10 % eines Netto-Fondsvermögens können in Wertpapieren ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens investiert sind, ist auf höchstens 40 % dieses Netto-Fondsvermögens begrenzt.

b) Der unter a) genannte Prozentsatz von 10 % erhöht sich auf 35 % und der ebendort genannte Prozentsatz von 40 % entfällt für Wertpapiere, die von den folgenden Emittenten begeben oder garantiert werden:

- Mitgliedstaaten der Europäischen Union («EU») und deren Gebietskörperschaften;
- Staaten, die nicht Mitgliedstaaten der EU sind;
- internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

c) Die unter a) genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10 % auf 25 % bzw. von 40 % auf 80 % für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedstaat der EU ansässig sind, begeben werden, sofern

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen,
- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und
- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die Anlagegrenzen unter a) bis c) dürfen nicht kumuliert werden. Hieraus ergibt sich, daß Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten grundsätzlich 35 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

e) Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

f) Die Verwaltungsgesellschaft darf für jeden Fonds höchstens 10 %

- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien
- der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen,
- der Anteile eines Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten und dritten Gedankenstriches bleiben insoweit außer Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen beziehungsweise die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile eines OGA zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht ermittelt werden können.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind auf solche Wertpapiere nicht anzuwenden, die von Mitgliedstaaten der EU oder deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben werden.

Die hier unter e) und f) aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien oder Anteilen an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben,
- der Erwerb von Aktien oder Anteilen einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren,
- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen gemäß Artikel 4 Ziffer 5 und Ziffer 6 a) bis f) des Verwaltungsreglements entsprechen. Artikel 4 Ziffer 16 des Verwaltungsreglements ist entsprechend anzuwenden.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds abweichend von a) bis d) ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

## 7. Optionen

a) Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt («Ausübungszeitpunkt») oder während eines im voraus bestimmten Zeitraumes zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Fonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

Darüber hinaus können für einen Fonds Optionen der beschriebenen Art ge- und verkauft werden, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden («over-the-counter» - oder «OTC»-Optionen), sofern die Vertragspartner des Fonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute sind.

c) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b) genannten Optionen darf 15 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

d) Für einen Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

e) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Fonds Put-Optionen, so muß der entsprechende Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende Zahlungsbereitschaft verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

## 8. Finanzterminkontrakte

a) Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen beziehungsweise verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste oder Zinsänderungsrisiken absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf, in Relation zum Underlying, grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Ein Fonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Fondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verpflichtungen aus Verkäufen von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Fondsvermögen unterlegt sind.

#### 9. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Fonds kann Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften (repurchase agreements) kaufen, sofern der jeweilige Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet sowie Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner eines solchen Geschäftes ein erstklassiges Finanzinstitut und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Im Rahmen eines Wertpapierpensionsgeschäftes erworbene Wertpapiere kann der Fonds während der Laufzeit des entsprechenden Wertpapierpensionsgeschäftes nicht veräußern. Im Rahmen des Verkaufs von Wertpapieren in Form von Wertpapierpensionsgeschäften ist der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Fonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

#### 10. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems oder eines Standardrahmenvertrages können Wertpapiere im Wert von bis zu 50 % des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50 % des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Fondsvermögen erfassen, sofern dem jeweiligen Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CEDEL, dem Deutschen Kassenverein, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

#### 11. Sonstige Techniken und Instrumente

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des jeweiligen Fondsvermögens erfolgt.

b) Dies gilt beispielhaft für Tauschgeschäfte mit Währungen oder Zinssätzen welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften vorgenommen werden können oder für Zinsterminvereinbarungen. Diese Geschäfte sind ausschließlich mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute zulässig und dürfen, zusammen mit den in Ziffer 8d dieser Allgemeinen Richtlinien der Anlagepolitik beschriebenen Verpflichtungen, grundsätzlich den Gesamtwert der von dem jeweiligen Fonds in der entsprechenden Währung gehaltenen Vermögenswerte nicht übersteigen.

#### 12. Flüssige Mittel

Bis zu 49 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. Diese Einlagen müssen nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung von Einlagen gesichert sein. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankeinlagen zu überwachen. Die Verfügung über solche Einlagen bedarf jeweils der Zustimmung der Depotbank. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49 % vom jeweiligen Netto-Fondsvermögen einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

#### 13. Devisenkurssicherung

a) Zur Absicherung von Devisenkursrisiken kann ein Fonds Devisenterminkontrakte sowie Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen oder verkaufen sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen im Sinne von Ziffer 7 b) gehandelt werden unter der Voraussetzung, daß es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzeinrichtungen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind.

b) Ein Fonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten abgeschlossen werden.

c) Devisenkurssicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Fonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

#### 14. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Ein Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Ein Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

d) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden beziehungsweise vertrieben werden sollen.

#### 15. Kredite und Belastungsverbote

a) Ein Fondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.

b) Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Fonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back»-Darlehens erwerben.

c) Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll einbezahlter Wertpapiere können Verbindlichkeiten zu Lasten eines Fondsvermögens übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gemäß Buchstabe b) 10 % des jeweiligen Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

d) Zu Lasten eines Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

#### 16. Überschreitung von Anlagebeschränkungen

a) Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Wertpapieren beigelegt sind, überschritten werden.

b) Neu aufgelegte Fonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Fonds von den Anlagegrenzen in Ziffer 6 a) bis d) und g) dieses Artikels abweichen.

c) Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zu erreichen.

#### **Art. 5. Anteile an einem Fonds und Anteilklassen.**

1. Anteile an einem Fonds werden durch Anteilzertifikate, gegebenenfalls mit zugehörigen Ertragscheinen, verbrieft, die auf den Inhaber lauten, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine andere Bestimmung getroffen wird.

2. Alle Anteile eines Fonds haben grundsätzlich gleiche Rechte.

3. Das jeweilige Sonderreglement eines Fonds kann für den entsprechenden Fonds zwei Anteilklassen A und T vorsehen. Anteile der Klasse A berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse T keine Ausschüttung bezahlt wird. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse berechtigt.

4. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile bzw. Ertragscheine erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle.

#### **Art. 6 Ausgabe von Anteilen und die Beschränkung der Ausgabe von Anteilen.**

1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Ausgabepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen eines Fonds die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Fonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Falle der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Fonds erforderlich erscheint.

3. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages. Zeichnungsanträge, die bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes dieses Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung zahlbar.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

7. Schalteaufträge können nach dem in Ziffer 3. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Zeichnungsantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

#### **Art. 7. Anteilwertberechnung.**

1.a) Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Tag («Bewertungstag») berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile dieses Fonds.

b) Bewertungstag ist jeder Tag, der zugleich Bankarbeitstag und Börsentag im Großherzogtum Luxemburg und Frankfurt am Main ist.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist der letzte verfügbare bezahlte Kurs des entsprechenden Wertpapiers an der Börse maßgeblich, die Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln (z. B. auf Basis der Markttrendite) festlegt.

d) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Bewertungskurse der unter a) oder b) genannten Anlagen mit einer Restlaufzeit von weniger als 6 Monaten, ausgehend von den jeweiligen Nettoerwerbskursen, respektive Bewertungskursen 6 Monate vor Fälligkeit, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei größeren Änderungen der Marktverhältnisse kann die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepasst werden.

e) Die Bankguthaben werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

f) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen werden zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Bank, bei der das jeweilige Festgeld angelegt wurde, geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisationswert entspricht.

g) Sofern dies im jeweiligen Sonderreglement ausdrücklich bestimmt ist, werden die Zinserträge bis einschließlich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag bei Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen.

h) Anlagen, welche auf eine Währung lauten, die nicht der Währung des jeweiligen Fonds entspricht, werden zum letzten bekannten Devisenmittelkurs in die Währung des jeweiligen Fonds umgerechnet. Gewinne und Verluste aus gemäß Artikel 4 Ziffer 13 abgeschlossenen Devisentransaktionen werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

i) Forderungen, z.B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

3. Sofern für einen Fonds zwei Anteilklassen gemäß Artikel 5 Ziffer 3. des Verwaltungsreglements eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1. dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b) Der Mittelzufluß aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens. Der Mittelabfluß aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der - ausschüttungsberechtigten - Anteile der Anteilklasse A um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der Anteilklasse A am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der - nicht ausschüttungsberechtigten - Anteilklasse T am gesamten Netto-Fondsvermögen erhöht.

4. Für jeden Fonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Fonds.

6. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung nach den vorstehend aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht erscheinen lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere, von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

7. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Anteilwert im Wege eines Anteilsplittings unter Ausgabe von Gratisanteilen herabsetzen.

#### **Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für einen Fonds die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse beziehungsweise an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen eines Fonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung beziehungsweise Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen Anteile des jeweiligen Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

**Art. 9. Rücknahme von Anteilen.**

1. Die Anteilhaber eines Fonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegten Rücknahmepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag.

2. Die Rücknahme erfolgt grundsätzlich zum Rücknahmepreis des jeweiligen Bewertungstages. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle eingegangen sind, werden zum Anteilwert dieses Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Anteilwert des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag, sofern im Sonderreglement nichts anderes bestimmt ist.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Fonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z. B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Fonds Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des jeweiligen Fonds erforderlich erscheint.

7. Schalteraufträge können auch nach dem in Ziffer 2. bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Rücknahmeantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

**Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlußprüfung.**

1. Das Rechnungsjahr eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Der Jahresabschluß eines Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

**Art. 11. Ertragsverwendung.**

1. Die Ertragsverwendung eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Die Ausschüttung kann bar oder in Form von Gratisanteilen erfolgen.

3. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Erträge aus Zinsen und/oder Dividenden abzüglich Kosten («ordentliche Netto-Erträge») sowie netto realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Ziffer 1. des Verwaltungsreglements sinkt.

4. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen, die zehn Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, sind verjährt.

5. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 Ziffer 3. des Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der Klasse A. Im Falle einer Ausschüttung von Gratisanteilen gemäß Ziffer 2. sind diese Gratisanteile der Anteilklasse A zuzurechnen.

**Art. 12. Dauer und Auflösung eines Fonds.**

1. Die Dauer eines Fonds ist im jeweiligen Sonderreglement festgelegt.

2. Unbeschadet der Regelung gemäß Ziffer 1. dieses Artikels kann ein Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im jeweiligen Sonderreglement keine gegenteilige Bestimmung getroffen wird.

3. Die Auflösung eines Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Dauer abgelaufen ist;
- b) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- c) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
- d) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Ziffer 1. des Verwaltungsreglements bleibt;
- e) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder im Sonderreglement des jeweiligen Fonds vorgesehenen Fällen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bestehende Fonds auflösen, sofern seit dem Zeitpunkt der Auflegung erhebliche wirtschaftliche und/oder politische Änderungen eingetreten sind oder das Vermögen des Fonds unter den Gegenwert von 500 Millionen Luxemburger Franken sinkt.

In den beiden Monaten, die dem Zeitpunkt der Auflösung eines auf bestimmte Zeit errichteten Fonds vorangehen, wird die Verwaltungsgesellschaft den entsprechenden Fonds abwickeln. Dabei werden die Vermögensanlagen veräußert, die Forderungen eingezogen und die Verbindlichkeiten getilgt.

Die Auflösung bestehender, unbefristeter Fonds wird mindestens 30 Tage zuvor entsprechend Ziffer 5 veröffentlicht. Die in Ziffer 5 enthaltene Regelung gilt entsprechend für sämtliche nicht nach Abschluß des Liquidationsverfahrens eingeforderten Beträge.

5. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung eines Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare

(«Netto-Liquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber des jeweiligen Fonds nach deren Anspruch verteilen.

Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, soweit er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von dreißig Jahren dort angefordert wird.

6. Die Anteilhaber, deren Erben beziehungsweise Rechtsnachfolger oder Gläubiger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

#### **Art. 13. Allgemeine Kosten.**

1. Neben den im Sonderreglement des jeweiligen Fonds aufgeführten Kosten können einem Fonds folgende Kosten belastet werden:

- a) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;
- b) Kosten der Vorbereitung, der amtlichen Prüfung, der Hinterlegung und Veröffentlichung der Fondsreglements einschließlich eventueller Änderungsverfahren und anderer mit dem Fonds im Zusammenhang stehenden Verträge und Regelungen sowie der Abwicklung und Kosten von Zulassungsverfahren bei den zuständigen Stellen;
- c) Kosten für den Druck und Versand der Anteilzertifikate sowie die Vorbereitung, den Druck und Versand der Verkaufsprospekte sowie der Jahres- und Zwischenberichte und anderer Mitteilungen an die Anteilhaber in den zutreffenden Sprachen, Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie aller anderen Bekanntmachungen;
- d) andere Kosten der Verwaltung;
- e) Honorare der Wirtschaftsprüfer;
- f) etwaige Kosten von Kurssicherungsgeschäften;
- g) ein angemessener Teil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt in Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;
- h) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber handeln;
- i) Kosten und evtl. entstehende Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- j) Kosten etwaiger Börsennotierung(en) und die Gebühren der Aufsichtsbehörden und/oder Kosten für die Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb in verschiedenen Ländern, sowie der Repräsentanten und steuerlichen Vertretern sowie der Zahlstellen in den Ländern, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind
- k) Kosten für das Raten eines Fonds durch international anerkannte Ratingagenturen;
- l) Kosten für die Einlösung von Ertragscheinen sowie für den Druck und Versand der Ertragschein-Bogenerneuerung;
- m) Kosten der Auflösung einer Fondsklasse oder des Fonds.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann aus den jeweiligen Fonds kalendertäglich eine gegebenenfalls in der Übersicht «Der Fonds im Überblick» geregelte erfolgsabhängige Vergütung erhalten, um den die Wertentwicklung der umlaufenden Anteile die Wertentwicklung eines Referenzindex übersteigt.

Die als Entgelte und Kosten gezahlten Beträge werden in den Jahresberichten aufgeführt.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten und Bearbeitungsgebühren werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. beim Verkaufserlös abgezogen.

#### **Art. 14. Verjährung und Vorlegungsfrist.**

1. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Ziffer 5 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungen, die bis zu diesem Zeitpunkt nicht abgefordert worden sind, verjähren zugunsten des jeweiligen Fonds. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, aber nicht verpflichtet, Ausschüttungsbeträge an Anteilhaber, die ihre Ansprüche auf Ausschüttung erst nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend machen, zu Lasten des Fondsvermögens ausbezahlen.

#### **Art. 15. Änderungen.**

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement und/oder das Sonderreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

#### **Art. 16. Veröffentlichungen.**

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements sowie eventuelle Änderungen derselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreis können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Die unter Ziffer 3. dieses Artikels aufgeführten Unterlagen eines Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und bei jeder Zahlstelle erhältlich.

5. Die Auflösung eines Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

**Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.**

1. Das Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements der jeweiligen Fonds unterliegen dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements sowie die Sonderreglements zu den jeweiligen Fonds und der jeweiligen Sonderreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und jeden Fonds im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den jeweiligen Fonds beziehen, der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile eines Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements ist maßgeblich, falls im jeweiligen Sonderreglement nicht ausdrücklich eine anderweitige Bestimmung getroffen wurde.

**Art. 18. Inkrafttreten.**

Das Verwaltungsreglement, jedes Sonderreglement sowie jegliche Änderung derselben treten am Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes im Sonderreglement des jeweiligen Fonds bestimmt ist.

Die Unterschrift der Depotbanken erfolgt bezüglich der von ihnen im Einzelfall übernommenen Depotbankfunktion. Der Name der Depotbank ist jeweils im Sonderreglement genannt.

Luxemburg, den 11. September 1997.

*Die Verwaltungsgesellschaft*  
UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

*Die Depotbanken*  
DG BANK LUXEMBOURG S.A.  
SGZ-BANK LUXEMBOURG S.A.  
WGZ-BANK LUXEMBOURG S.A.  
Unterschrift

**Sonderreglement UniNeueMärkte**

Für den UniNeueMärkte ist das am 27. Oktober 1997 im Mémorial veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend beziehungsweise abweichend gelten die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

**Art. 19. Anlagepolitik.**

Ziel der Anlagepolitik von UniNeueMärkte (der «Fonds») ist es, unter Beachtung der Risikostreuung eine Wertentwicklung zu erreichen, die zu einem Vermögenszuwachs führt.

Das Fondsvermögen wird vorwiegend angelegt in Aktien, Aktienzertifikaten, Wandelschuldverschreibungen, Optionsanleihen und, sofern diese als Wertpapiere gem. § 40, Abs. 1 des Luxemburger OGAW-Gesetzes gelten, in Genuß- und Partizipationsscheinen von Unternehmen sowie daneben in Indexzertifikaten und Optionscheinen. Konzeptionell liegt der Anlageschwerpunkt in Aktien kleiner Unternehmen (Small Caps), die weltweit an den Neuen Märkten (wie z.B. der «Neue Markt», der «Nouveau Marché», EASDAQ oder NASDAQ) gehandelt werden. Aufgrund anlagepolitischer Interessen können auch Mid Caps und Large Caps Berücksichtigung finden.

**Art. 20. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis von Anteilen.**

1. Fondswährung ist die Deutsche Mark.
2. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 3,0 % des Anteilwertes.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

**Art. 21. Anteile.**

1. Die Anteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Alle Anteile haben gleiche Rechte.

**Art. 22. Ertragsverwendung.**

1. Die vom Fonds vereinnahmten Zins- und Dividendenerträge sowie sonstige Erträge abzüglich der Kosten werden nicht ausgeschüttet sondern im Fondsvermögen thesauriert.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann von Zeit zu Zeit die ordentlichen Nettoerträge und/oder realisierten Kapitalgewinne sowie alle sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen ausschütten. Eventuell verbleibende Bruchteile werden in diesem Fall bar ausbezahlt.

**Art. 23. Depotbank.**

Depotbank ist die DG BANK LUXEMBOURG S.A.; Luxembourg

**Art. 24. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine jährliche Verwaltungsvergütung von bis zu 1,50 % auf das Netto-Fondsvermögen zu erhalten, die auf der Basis des durchschnittlichen kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist.
2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen ein jährliches Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von bis zu 0,10 %, das auf der Basis des durchschnittlichen kalendertäglichen Nettovermögens des Fonds während des entsprechenden Monats zu berechnen und am ersten Bewertungstag des Folgemonats zahlbar ist.

Die Depotbank erhält außerdem eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu DM 250,- je Wertpapiertransaktion, die nicht über sie gehandelt wird.

Daneben werden ihr die an Broker zu zahlenden Kommissionen, Drittverwahrgebühren, ausgenommen soweit sie die im Deutschen Börse Clearing AG System verwahrfähigen Wertpapiere betreffen, sowie Transaktionskosten, die ihr in Rechnung gestellt werden, erstattet.

Die Depotbank erhält einen Ausgleich für alle Porto- und Versicherungsspesen, die ihr nachweislich durch den Versand effektiver Anteile der Investmentfonds im Rahmen der Abwicklung der Anteilumsätze entstanden sind.

**Art. 25. Rechnungsjahr.**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 30. September, erstmals am 30. September 1999.

**Art. 26. Dauer des Fonds.**

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Luxemburg, den 20. August 1998.

*Die Verwaltungsgesellschaft*  
UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.  
Unterschriften

*Die Depotbank*  
DG BANK LUXEMBOURG S.A.  
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 2 septembre 1998, vol. 511, fol. 47, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(36999/685/609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 1998.

**BRAIT S.A., Société Anonyme,  
(anc. TOLUX S.A.).**

Registered office: Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 13.861.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the twelfth of August.  
Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Jean Bodoni, director of BRAIT S.A., residing in Strassen,  
acting pursuant to a resolution passed by the board of directors of TOLUX S.A. on 29th July 1998.

The appearing party requested the notary to record:

1) At an extraordinary general meeting of TOLUX S.A. held on 29th July 1998 it had inter alia been resolved that:

- following their resale by the Company, the 41,400 repurchaseable convertible cumulative non-participating voting preferred shares with no par value («Preferred Shares») presently held in treasury by the Company are converted automatically into ordinary shares of no par value at a rate of 100 ordinary shares for each Preferred Share to rank pari passu in all respects with the existing ordinary shares of no par value, and on such conversion an amount of US\$ 6,147,900.- shall be transferred from the Extraordinary Reserve to the Subscribed Capital Account in order to increase the issued capital of the Company;

- effective 1st April 1998, the acquisition by the Company of the CAPITAL ALLIANCE BANKING BUSINESSES at a value of US\$ 367,482,000.- on the terms and conditions agreed upon between the Company and CAPITAL ALLIANCE HOLDINGS LIMITED and in consideration, inter alia, of the issue to CAPITAL ALLIANCE HOLDINGS LIMITED (or its nominees) of 53,104,335 ordinary shares of no par value be approved and accordingly upon such contribution having been implemented the issued share capital of the Company be increased by US\$ 79,656,503.- taking it from US\$ 5,953,692.- to US\$ 85,610,195.-;

- effective 1st April 1998, the acquisition by the Company of the entire issued share capital of CAPITAL PARTNERS LIMITED at a value of US\$ 96,808,000.- on the terms and conditions agreed upon between the Company and the vendors of CAPITAL PARTNERS LIMITED and in consideration, inter alia, of the issue to the vendors of CAPITAL PARTNERS LIMITED of 13,989,595 ordinary shares of no par value be approved and that accordingly upon such contribution having been implemented the issued capital of the Company be increased by US\$ 20,984,392.- taking it from US\$ 85,610,195.- to US\$ 106,594,587.-;

- effective 1st April 1998, the acquisition by the Company of the entire issued share capital of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED at a value of US\$ 155,434,000.- on the terms and conditions agreed upon between the Company and the vendors of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED and in consideration, inter alia, of the issue to the vendors of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED of 18,321,561 ordinary shares of no par value and the transfer of 41,400 Preferred Shares held in treasury by the Company (which simultaneously shall convert into 4,140,000 Ordinary Shares of no par value) be approved and that accordingly upon such contribution and sale having been implemented the issued share capital of the Company be increased by US\$ 33,630,242.- taking it from US\$ 106,594,587.- to US\$ 140,224,829.-;

- the board of directors of the Company be instructed to implement the resolutions set out above and to have effectiveness of the restatement of the capital and the increase of the issued capital recorded pursuant to applicable provisions of law;

2) The extraordinary general meeting of shareholders had noted that the assets described in such resolution were to be contributed either directly or indirectly, having first been contributed to an intermediary holding company, the shares of which would then be acquired by the Company;

3) The board of directors by a resolution passed on 29th July 1998 had decided to implement the capital increase authorised by the extraordinary general meeting and had delegated to any director the duty to accept the contributions.

4) By virtue of the authority granted by the board the following assets were accepted as contribution for the shares newly issued and/or sale proceeds for the preference shares previously held in treasury and sold by the Company.

The assets received in consideration for the new shares issued consist of:

a) - 7 ordinary shares of Rand 1.00 each being 100 % of the issued share capital of BRAIT SOUTH AFRICA LIMITED whose registered office is at 161, Rivonia Road, Sandton 2196, South Africa, registration No 98/12594/06, together with one renounceable letter of allotment in respect of 791,485 ordinary shares of Rand 1.00 each, valued at USD 367,482,000.- (Rand 1,850,090,000 as at 1st April 1998), the assets of BRAIT SOUTH AFRICA LIMITED being:

- 1,648,772 ordinary shares of Rand 2.00 each, being 100 % of the issued shares of CAPITAL ALLIANCE BANK LIMITED whose registered office is at 170, Oxford Road, Melrose 2196 in the Republic of South Africa, registration No 60/03893/06

- 5,000,000 ordinary shares of Rand 1.00 each, being 100 % of the issued shares of CAPITAL ALLIANCE MANAGEMENT COMPANY LIMITED, whose registered office is at 170, Oxford Road, Melrose 2196, Republic of South Africa, registration No 97/22003/06

- 1,000 ordinary shares of Rand 1.00 each, being 100 % of the issued shares of CAPITAL ALLIANCE PROPERTY HOLDINGS LIMITED, whose registered office is at 170, Oxford Road, Melrose 2196, Republic of South Africa, registration No 96/16949/06

- 2,000 ordinary shares of Rand 1.00 each and 2,000 redeemable preference shares of Rand 1.00 each, being 100 % of the issued share capital of CAPITAL ALLIANCE ASSET MANAGERS (Pty) LIMITED, whose registered office is at 170, Oxford Road, Melrose 2196, Republic of South Africa, registration No 68/07463/07

- 5,775,000 ordinary shares of Rand 0.01 each, being 55 % of the issued ordinary shares of DECIMAX (Pty) LIMITED, whose registered office is at Building 2, Deloitte & Touche Place, 20 Woodlands Drive, Woodmead 2148, Republic of South Africa, registration No 95/11777/07

- 1 ordinary share of £1, being 50 % of the issued shares of AFRICAN ALLIANCE LIMITED, a company incorporated in the Isle of Man whose registered office is at 1, Castle Street, Castletown, Isle of Man IM9 1LH, registration No 79171C,

b) - 1,000 ordinary shares of Rand 1.00 being 100 % of the issued shares of CAPITAL PARTNERS LIMITED, 161, Rivonia Road, Sandton 2146, Republic of South Africa, registration No 91/04856/06

c) - 40,784 shares of USD 1.- each of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED, PO Box 3186, Road Town, Tortola in the British Virgin Islands, registration No 271/641.

Such contributions being valued at USD 591,075,200.-.

The assets sold to the Company in exchange for the delivery of the preference shares held by the Company, which upon such sale have automatically been converted into ordinary shares, consist of 9,216 shares of USD 1.- each of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS PO Box 3186, Road Town, Tortola in the British Virgin Islands, registration No 271/641. As a result of such sale, the Company owns 100 % of the shares of CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED. The sale price for such shares is valued at USD 28,648,800.-.

Evidence of the receipt by the Company of such contribution was given to the undersigned notary.

In accordance with article 26-1 of the law on commercial companies, the contributions have been examined in a report produced to the notary and issued by KPMG AUDIT, réviseur d'entreprises, Luxembourg, dated 3rd August 1998, which conclusion reads as follows:

*«Conclusion:*

Based on the verification carried out as described above, we have no observation to make on the value of the contribution (USD 591,075,200.-) which corresponds at least to the number (85,415,491 New Ordinary Shares), nominal value (USD 128,123,237.-) and share premium (USD 462,951,963.-) of the shares to be issued as consideration.

The shares subscribed by the contribution in kind are all fully paid up.»

The said report, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

5) As consideration for these contributions the Company has issued 85,415,491 new ordinary shares and sold, upon conversion of the existing 41,400 preference shares into ordinary shares, 4,140,000 ordinary shares arising from such conversion, such shares having been allotted to the contributors and vendors and/or their nominees in the proportions described in the resolution of the board of directors passed on 29th July 1998, a copy of which, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

6) That as a result of the foregoing the Articles of Incorporation of the Company, are amended such that the second paragraph of article 5 now reads as follows:

«The Company has a subscribed paid-up share capital of one hundred and forty million two hundred twenty-four thousand eight hundred twenty-eight point five United States Dollars (140,224,828.50 US\$ ) represented by ninety-three million four hundred eighty-three thousand two hundred and nineteen (93,483,219) fully paid-up Ordinary Shares.»

7) That as a result of the foregoing capital increase, the amendments to the Articles of Incorporation which have been approved by the Extraordinary General Meeting on the 29th July 1998, including the change of the name of the Company into BRAIT S.A. have come into effect.

*Estimate of costs*

For the purpose of registration the contributions of USD 591,075,200.- are valued at LUF 21,662,906,100.-.

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, incurred in connection with capital increase at approximately six million five hundred thousand United States Dollars (USD 6,500,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person the present notarial deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le douze août.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean Bodoni, administrateur de BRAIT S.A., demeurant à Strassen, agissant conformément à une résolution prise par le conseil d'administration de TOLUX S.A. en date du 29 juillet 1998.

Lequel comparant a requis le notaire d'acter:

1) A l'assemblée générale extraordinaire de TOLUX S.A. en date du 29 juillet 1998 il a été, entre autres, décidé que:

- suite à leur revente par la Société, les 41.400 actions rachetables convertibles cumulatives non-participatives préférentielles avec droit de vote et sans valeur nominale (les «actions préférentielles») actuellement détenues par la Société-mère soient converties automatiquement en actions ordinaires sans valeur nominale, à un taux de 100 actions ordinaires pour chaque action préférentielle avec un rang leur conférant des droits similaires aux actions ordinaires existantes sans valeur nominale et que lors de cette conversion un montant de US\$ 6.147.900,- soit transféré de la réserve extraordinaire au compte capital souscrit afin d'augmenter le capital social de la société;

- l'acquisition par la Société des entreprises bancaires de CAPITAL ALLIANCE avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1998, pour une valeur de US\$ 367.482.000,- aux termes et conditions convenus entre la Société et CAPITAL ALLIANCE HOLDINGS LIMITED, en contrepartie entre autres de l'émission de 53.104.335 actions ordinaires sans valeur nominale au profit de CAPITAL ALLIANCE HOLDINGS LIMITED soit approuvée, en conséquence de quoi, le capital social de la Société soit augmenté de US\$ 79.656.503,- pour être porté de US\$ 5.953.692,- à US\$ 85.610.195,-;

- l'acquisition par la Société de l'entièreté du capital social souscrit de CAPITAL PARTNERS LIMITED avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1998, pour une valeur de US\$ 96.808.000,- aux termes et conditions convenus entre la Société et les vendeurs de CAPITAL PARTNERS LIMITED en contrepartie entre autres de l'émission au profit des vendeurs de CAPITAL PARTNERS LIMITED de 13.989.595 actions ordinaires sans valeur nominale soit approuvée, en conséquence de quoi, le capital souscrit de la Société soit augmenté de US\$ 20.984.392,- pour être porté de US\$ 85.610.195,- à US\$ 106.594.587,-;

- l'acquisition par la Société de l'entièreté du capital souscrit de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1998 à une valeur de US\$ 155.434.000,- aux termes et conditions convenus entre la Société et les vendeurs de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED, en contrepartie entre autres de l'émission au profit des vendeurs de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED de 18.321.561 actions ordinaires sans valeur nominale et du transfert de 41.400 actions préférentielles détenues en trésorerie par la Société (qui seront donc simultanément converties en 4.140.000 actions ordinaires sans valeur nominale) soient approuvés, en conséquence le capital social souscrit de la Société soit augmenté de US\$ 33.630.242,- pour être porté de US\$ 106.594.587,- à US\$ 140.224.829,-;

- instruction soit donnée au Conseil d'Administration de mettre en oeuvre les résolutions précédentes ci-dessus et de faire acter la réalisation de la restructuration du capital social ainsi que de l'augmentation du capital souscrit conformément aux dispositions applicables de la loi.

2) L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a noté que les actifs décrits dans une telle résolution seront à apporter soit directement, soit indirectement par l'apport à une compagnie holding intermédiaire, les actions de ladite société étant ensuite acquises par la Société;

3) Le conseil d'administration, par une résolution du 29 juillet 1998, a décidé de réaliser l'augmentation de capital conformément à l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire et a délégué à tout directeur le pouvoir d'accepter les apports.

4) En vertu du pouvoir accordé par le conseil d'administration, les actifs suivants ont été acceptés comme apports pour les actions nouvellement émises et/ou comme produits de la vente pour les actions préférentielles précédemment détenues en trésorerie et vendues par la Société.

Les actifs reçus en contrepartie des nouvelles actions émises consistent en:

a) - 7 actions ordinaires de Rand 1.00 chacune représentant 100 % du capital social de BRAIT SOUTH AFRICA LIMITED dont le siège social est sis à 161, Rivonia Road, Sandton 2196, République d'Afrique du Sud, enregistrée sous le numéro 98/12594/06, ainsi qu'une lettre d'attribution, avec faculté de renonciation, en relation avec 791.485 actions ordinaires de Rand 1.00 chacune, évaluée à USD 367.482.000,- (Rand 1.850.090.000 au 1<sup>er</sup> avril 1998), les actifs de BRAIT SOUTH AFRICA LIMITED étant composés comme suit:

- 1.648.772 actions ordinaires de Rand 2.00 chacune, représentant 100 % des actions émises de CAPITAL ALLIANCE BANK LIMITED dont le siège social se situe au 170, Oxford Road, Melrose 2196, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 60/03893/06

- 5.000.000 d'actions ordinaires de Rand 1.00 chacune représentant 100 % des actions émises de CAPITAL ALLIANCE MANAGEMENT COMPANY LIMITED, ayant son siège social au 170, Oxford Road, Melrose 2196, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 97/22003/06

- 1.000 actions ordinaires de Rand 1.00 chacune, représentant 100 % des actions émises de CAPITAL ALLIANCE PROPERTY HOLDINGS LIMITED, ayant son siège social au 170, Oxford Road, Melrose 2196, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 96/16949/06

- 2.000 actions ordinaires de Rand 1.00 chacune et 2.000 actions préférentielles remboursables de Rand 1.00 chacune, représentant 100 % du capital social souscrit de CAPITAL ALLIANCE ASSET MANAGERS (PTY) LIMITED, ayant son siège social à 170, Oxford Road, Melrose 2196, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 68/07463/07

- 5.775.000 actions ordinaires de Rand 0.01 chacune, représentant 55 % des actions ordinaires émises de DECIMAX (PTY) LIMITED, ayant son siège social à Building 2, Deloitte & Touch Place, 20, Woodlands Drive, Woodmead 2148, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 95/11777/07

- 1 action ordinaire de £ 1,-, représentant 50 % du capital social de AFRICAN ALLIANCE LIMITED, une société enregistrée dans l'île de Man ayant son siège social à 1, Castle Street, Castletown, Ile de Man IM9 1LH, enregistrée sous le numéro 79171C,

b) - 1.000 actions ordinaires de Rand 1.00 représentant 100 % des actions émises de CAPITAL PARTNERS LIMITED, 161, Rivonia Road, Sandton 2146, République Sud Africaine, enregistrée sous le numéro 91/04856/06

c) - 40.784 actions de USD 1,- chacune de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED, PO Box 3186, Road Town, Tortola dans les Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro 271/641.

De tels apports ont été évalués à USD 591.075.200,-.

Les actifs vendus à la Société en échange des actions préférentielles détenues par la Société, actions qui, après ladite vente, seront automatiquement converties en actions ordinaires, consistent en 9.216 actions ordinaires de USD 1,- chacune de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED, PO Box 3186, Road Town, Tortola dans les Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro 271/641. A l'issue de cette vente, la Société détient 100 % des actions de CAPITAL PARTNERS GROUP HOLDINGS LIMITED. Le prix de vente pour de telles actions est évalué à USD 28.648.800,-.

La preuve de la réception par la Compagnie des apports a été donnée au notaire instrumentaire.

En concordance avec les prescriptions de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales, les apports ont été examinés dans un rapport émis par KPMG AUDIT, réviseurs d'entreprises, Luxembourg, daté du 3 août 1998, ledit rapport ayant été remis au notaire instrumentaire. Les conclusions de ce rapport précisent que:

*«Conclusion:*

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur de l'apport (USD 591.075.200,-) qui correspond au moins au nombre (85.415.491 nouvelles actions ordinaires) et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie (USD 128.123.237,-), augmenté de la prime d'émission (USD 462.951.963,-).

Les actions souscrites par apport autre qu'en numéraire sont toutes entièrement libérées.»

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

5) En contrepartie de ces apports la Société a émis 85.415.491 actions nouvelles ordinaires et vendu, après la conversion des 41.400 actions préférentielles existantes en actions ordinaires, 4.140.000 actions ordinaires résultant d'une telle conversion, de telles actions ayant été attribuées aux apporteurs et aux vendeurs et/ou aux personnes agissant en leur nom dans les proportions décrites dans la décision du conseil d'administration passée en date du 29 juillet 1998, une copie de ladite décision, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

6) Qu'en conséquence de ce qui précède, les statuts de la Société sont amendés de telle sorte que le second paragraphe de l'article 5 se lit comme suit:

«La société a un capital souscrit et libéré de cent quarante millions deux cent vingt-quatre mille huit cent vingt-huit virgule cinquante dollars US (140.224.828,50 US\$) représenté par quatre-vingt-treize millions quatre cent quatre-vingt-trois mille deux cent dix-neuf (93.483.219) actions ordinaires entièrement libérées.»

7) Qu'en conséquence de l'augmentation de capital susmentionnée, les modifications statutaires qui ont été approuvées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 1998, notamment le changement de la dénomination de la Société en BRAIT S.A., deviennent effectives.

*Estimation des frais*

Pour les besoins de l'enregistrement les apports de USD 591.075.200,- ont été évalués à LUF 21.662.906.100,-.

Les parties ont estimé que les frais, rémunérations et charges de toute espèce, encourus en relation avec l'augmentation de capital sont approximativement de six millions cinq cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 6.500.000,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare à la demande du comparant, que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande ce même comparant, il est spécifié qu'en cas de divergence avec le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Bodoni, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1998, vol. 1CS, fol. 55, case 7. – Reçu 216.629.061 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 1998.

P. Frieders.

(34677/212/245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1998.

**BRAIT S.A., Société Anonyme,**  
**(anc. TOLUX S.A.).**  
 Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.  
 R. C. Luxembourg B 13.861.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1998.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 1998. P. Frieders.  
 (34678/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 1998.

**CANADIAN HIGH INCOME FUND, Fonds Commun de Placement.**

*Amendment to the Management Regulations*

Upon decision of SCUDDER, STEVENS & CLARK (LUXEMBOURG) S.A. the Management Regulations of CANADIAN HIGH INCOME FUND shall be amended by replacing in Article 17 the first sentence by the following:  
 «The Fund is established for a period of ten years expiring on 31st October 2001, which may be extended at maturity by decision of the Board of Directors of the Management Company.»

This amendment will become effective five days after its publication in the Mémorial.

SCUDDER STEVENS & CLARK (LUXEMBOURG) S.A. <i>as Management Company</i> Signature	DAI-ICHI KANGYO BANK (LUXEMBOURG) S.A. <i>As Custodian</i> Signature
---	---

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 1998, vol. 511, fol. 37, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(36482/260/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

**KEYSTONE BOND FUND II 95, Fonds Commun de Placement.**

On 29th August 1998 the life of KEYSTONE BOND FUND II 95 (the «Fund») ended and, as a result thereof, the Fund was automatically put into liquidation. The issue and redemption of shares has been suspended as from such date.

KEYSTONE MANAGEMENT S.A., acting as management company of the Fund will proceed to the liquidation of the Fund in accordance with Luxembourg laws and regulations.

A further notice will be published upon the closure of the liquidation.

KEYSTONE MANAGEMENT S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 1998, vol. 511, fol. 44, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(37811/051/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 1998.

**C.M.C.: COMMUNICATION MEDIAS COURTAGE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.  
 R. C. Luxembourg B 58.221.

*Réunion du conseil d'administration*

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le 26 juin.

Se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société anonyme C.M.C.: COMMUNICATION MEDIAS COURTAGE, à savoir:

- a) Monsieur Christophe Louis, Producteur de films, demeurant à L-9665 Liefrange, 22, Burewee,
- b) La société de droit de l'Etat du Delaware LION PRODUCTIONS INC., établie et ayant son siège social à Dover, 15, Loockerman Street, représentée par son vice-président Monsieur Jean-Marie Louis, gestionnaire, demeurant à B-1030 Bruxelles, 8, rue Devreese.

c) Madame Vinciane Louis, sans état particulier, demeurant à B-1410 Waterloo, 36, avenue Beau Séjour,

Et à l'instant les administrateurs, représentés comme il est dit ci-avant, réunis en conseil d'administration et se considérant comme valablement convoqués, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Monsieur Christophe Louis, prénommé, est désigné président du conseil d'administration.

2.- En remplacement de l'administrateur-délégué démissionnaire Monsieur Jean-Marie Louis et de l'accord de l'assemblée générale des actionnaires donné dans l'acte de constitution du 18 février 1997, ils ont tous désigné avec effet rétroactif au 1er janvier 1998, Monsieur Christophe Louis, prénommé, administrateur-délégué, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa seule signature.

C. Louis	V. Louis	LION PRODUCTIONS INC Signature
----------	----------	-----------------------------------

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 1998, vol. 508, fol. 99, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(27296/206/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**BCILUX CONSEIL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 55.177.

Le bilan au 31 mars 1998, enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 1998, vol. 509, fol. 29, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

SOCIETE EUROPEENE DE BANQUE  
Société anonyme  
Banque domiciliataire  
Signatures

(27283/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 1998.

**COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG, ZOUG, SUISSE, Société Anonyme.**  
**RICHEMONT S.A., Société Anonyme Luxembourg.**

Les Assemblées Générales Ordinaires des Actionnaires de la COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG, ZOUG, et de RICHEMONT S.A., Luxembourg, se sont tenues le 10 septembre 1998.

L'assemblée Générale Ordinaire de la COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG a pris la résolution de ne pas distribuer de dividende. L'Assemblée Générale Ordinaire de RICHEMONT S.A. a pris la résolution de distribuer le dividende suivant aux porteurs d'unités de RICHEMONT.

Dividende brut par unité	£ 11,50
Paiement à partir du	lundi 28 septembre 1998
contre remise du	coupon n° 42

Le paiement aux porteurs d'unités s'effectuera par RICHEMONT S.A. Avec le dividende préférentiel, il représentera un dividende de 15,33 % sur la réserve de participation constituée par RICHEMONT S.A. Le paiement se fera sans frais et sans retenue à la source.

Les coupons peuvent être remis pour paiement aux guichets des banques suivantes:

UBS AG

BANK J. VONTOBEL & Co. AG  
PICTET & Cie

DARIER, HENTSCH & Cie  
ANLAGE- und KREDITBANK AKB

Le 14 septembre 1998.

(03691/000/21)	COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT AG 6300 Zoug, Suisse	RICHEMONT S.A. Luxembourg
----------------	--	------------------------------

**RENT-o-NET (SICAV), Investment Company with variable capital in transferable securities.**

Registered office: L-1820 Luxembourg 10, rue Antoine Jans.  
R. C. Luxembourg B 60.371.

The Directors of the Company invite all shareholders to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of the Company on *October 2, 1998* at 11.00 a.m. at its registered office 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, for considering and solving up the following matters:

*Agenda:*

1. Redenomination of the company from RENT-o-NET into FORTIS RENT-o-NET and subsequent modification of article 1 of the articles of association as follows:

**Art. 1. Name**

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name FORTIS RENT-o-NET (hereinafter the «Company»).

2. Nomination and Resignations of the members of the Board.

As members of the Board of Directors are proposed:

1. Mr Pierre Detournay, Managing Director FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A.
2. Mr Jean-Luc Gavray, Directeur FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A.
3. FORTIS FUND NEDERLAND N.V. represented by Mr D. A. Voûte and/or  
– Mr R.E. Wessels and/or Mr A.P. Schouws.

3. Approval of the move of the registered office.

4. Introduction of a fourth Sub-Fund denominated FORTIS RENT-o-NET US DOLLAR.

5. Miscellaneous.

In order to be able to attend the Extraordinary General Meeting of Shareholders, the holders of bearer shares and persons who derive their meeting rights in another way must deposit their share certificates or other documents

evidencing their rights against proof of receipt at the offices of MeesPierson (LUXEMBOURG) S.A., at 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, of FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A., at 12-16, rue Monterey, L-2163 Luxembourg or at the head office of MeesPierson N.V., at Rokin 55, NL-1012 KK Amsterdam on or before September 28, 1998.

Holders of registered shares and persons who derive their meeting rights in another way from registered shares must, in order to be able to attend the general meeting and to participate in the votes, notify the Board of Directors in advance in writing of their intention to do so on or before September 28, 1998.

The Company will consider as a shareholder of the Company the person mentioned in a written statement issued by a participant of NECIGEF showing the number of shares held by the person mentioned in the statement until the meeting will have been closed, provided that the declaration will be deposited at the offices of either MeesPierson (LUXEMBOURG) S.A., at 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg, or of FORTIS BANK LUXEMBOURG S.A., at 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg or of MeesPierson N.V., at Rokin 55, NL-1012 KK Amsterdam on or before September 28, 1998.

Luxembourg, September 9, 1998.

I (03789/003/44)

The Board of Directors.

**NFM TRADING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8077 Bertrange, 200, rue de Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 47.909.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra vendredi, le 2 octobre 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 1997.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Désignation d'un réviseur d'entreprises externe conformément à l'article 256 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

I (03748/528/17)

Le Conseil d'Administration.

**WALFRA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 58.998.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 octobre 1998 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (03776/696/15)

Le Conseil d'Administration.

**OMNIUM LUXEMBOURGEOIS DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 47.997.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE REPORTEE**

qui se tiendra le 30 septembre 1998 à 11.00 heures à Luxembourg au 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg-Gasperich, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture et approbation du rapport de vérification du Commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1997
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Elections statutaires
6. Divers.

I (03787/000/18)

Le Conseil d'Administration.

31194

**ARNETOISE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 35.499.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 24 septembre 1998 à 16.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1997;
- Affectation du résultat au 31 décembre 1997;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

II (03626/531/19)

Signature  
Le Conseil d'Administration

**IBC INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 52.765.

The Shareholders of IBC INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. are hereby convened to attend the

**ORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders to be held at the registered office on September 24, 1998 at 2.00 p.m. to deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the Report (from Management & from Statutory Auditor);
2. Approval of the annual accounts and dividend distribution;
3. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for their services;
4. Appointment of the Directors and the Statutory Auditor;
5. Redemption by the company of its own shares;
6. Proposed Communications Committee;
7. Miscellaneous.

In order to attend the Meeting of the company, the owners of bearer shares will have to deposit their shares one clear day before the Meeting at the registered office of the company. The Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the company to arrive not later than one clear day before the Meeting.

Proxy forms will be sent to the registered Shareholders with a copy of this notice and can also be obtained from the registered office.

II (03719/710/24)

The Board of Directors.

**SINOPIA MULTI BOND FUND - SINOPIA M.B.F., SICAV,**

**Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 29.601.

Notice is hereby given that an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 28 September 1998 at 4.15 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

Insertion of a new paragraph in the article 27 of the articles of incorporation in order to allow the merger of compartment.

The shareholders are advised that a quorum of 50% is required for the item of the agenda and that the decision will be taken at the majority of 2/3 of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

II (03736/755/17)

By order of the Board of Directors.

**FLEMING FRONTIER FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves, European Bank & Business Centre.  
R. C. Luxembourg B 49.628.

Notice is hereby given to the Shareholders of FLEMING FRONTIER FUND («the Company»), that the  
**ANNUAL GENERAL MEETING**

will be held at the registered office of the Company at European Bank & Business Centre, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg on Tuesday 22 September 1998 à 11.00 a.m. or at any adjournment thereof for the purpose of deliberating and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission and approval of the Report of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Submission and approval of the Annual Report for the financial year ended 30 April 1998.
3. Discharge of the Directors in respect of their duties carried out for the year ended 30 April 1998.
4. Election of Directors and Auditor.
5. Allocation of profits for the financial year ended 30 April 1998.
6. Any Other Business.

Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the Shareholders present or represented.

A Shareholder entitled to attend and vote at the meeting may appoint a proxy to attend and vote on his behalf and such proxy need not be a Shareholder of the Company.

In order to be entitled to attend the meeting, holders of bearer shares must deposit bearer share certificates five working days prior to the meeting with the following institution:

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Shareholders who cannot personally attend the meeting may use the prescribed form of proxy (available at the registered office of the Company) and return it at the latest by close of business on the day preceding the meeting to the Company, either by post to the Company at FLEMING FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., L-2888 Luxembourg, or by facsimile on +352 3410 2107.

August 1998.

II (03693/644/31)

*By Order of the Board of Directors.*

**DENARE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.  
R. C. Luxembourg B 17.841.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 22 septembre 1998 à 10.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 1997.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

II (03698/698/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**JONES & FOX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue des Artisans.

Mesdames/Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra en date du mardi 29 septembre 1998 à 16.00 heures à L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen, 4<sup>ème</sup> étage, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- 1) Révocation de l'Administrateur-Délégué Alain Joannes
- 2) Nominations statutaires
- 3) Analyse de la situation financière
- 4) Divers.

Luxembourg, le 21 août 1998.

II (03611/209/16)

*Les Administrateurs*  
A. Khelifa R. Volpe

**UBS (LUX) EQUITY, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable**

Gesellschaftssitz: L-2010 Luxemburg, 291, route d'Arlon.  
H. R. Luxemburg B 56.386.

1) *Einladung an die Aktionäre*

Die Aktionäre werden hiermit zur

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am *Montag, 21. September 1998* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird.

*Tagesordnung:*

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Mai 1998.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung des Verwaltungsrates.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat des Wirtschaftsprüfers.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. September 1998, spätestens 16.00 Uhr, bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-rue, L-2010 Luxemburg, hinterlegen. Vollmachten müssen ebenfalls bis zum obengenannten Zeitpunkt bei dieser Adresse eingehen.

2) *Mitteilung an die Aktionäre*

Nach der Fusion der Schweizerischen Bankgesellschaft mit dem Schweizerischen Bankverein hat UBS AG beschlossen, die bestehende Fondspalette neu zu gestalten, mit dem Ziel, den Anlegern ein transparentes und übersichtliches Produktangebot zur Verfügung zu stellen.

Demzufolge wird der Verkaufsprospekt folgendermassen abgeändert:

- \* Die Bezeichnungen des bestehenden Subfonds der UBS (LUX) EQUITY SICAV wird wie folgt angepasst:

<i>Alte Bezeichnung</i>	<i>Neue Bezeichnung</i>
UBS (LUX) EQUITY SICAV – USA RDY	UBS (LUX) EQUITY SICAV – USA VALUE

\* Ferner werden auch die Bezeichnungen der Depotbank [UBS (LUXEMBOURG) S.A.], der Administrationsstelle [UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.] sowie die Spezifikationen zu den einzelnen Vertriebsländern der neuen, fusionsbedingten Situation angepasst.

- \* Ausgabe von Aktien

Der maximale Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstellen wird auf 6 % erhöht.

- \* Rücknahmen und Konversionen

Eine maximale Rücknahmekommission von 2 % zugunsten der Vertriebsstellen wird eingeführt.

Bei der Konversion wird die bestehende administrative Gebühr zugunsten der Vertriebsstellen durch eine Ausgabe-kommission von höchstens 3 % (berechnet auf dem Nettoinventarwert der Aktien der Subfonds, in welchen der Wechsel erfolgt) zugunsten der Vertriebsstellen ersetzt.

Die Konversionsformel wird folgendermassen abgeändert:

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

A = Anzahl der Aktien des neuen Subfonds, in welchen konvertiert werden soll

B = Anzahl der Aktien des Subfonds, aus dem die Konversion vollzogen werden soll

C = Rücknahmepreis der zur Konversion vorgelegten Aktien

D = Devisenwechselkurs zwischen den betroffenen Subfonds. Wenn beide Subfonds in der gleichen Referenz-währung bewertet werden, beträgt dieser Koeffizient 1

E = Ausgabepreis der Aktien des Subfonds, in welchen der Wechsel zu erfolgen hat, zuzüglich allfälliger Steuern, Gebühren oder sonstiger Abgaben.

*Kosten*

An Stelle der bis anhin gültigen Gebührenstruktur, wird inskünftig für den Subfonds der UBS (LUX) EQUITY SICAV eine «All-In-Fee» von 0,125 % pro Monat (1,5 % p.a.), berechnet auf dem durchschnittlichen Nettoinventarwert des Subfonds belastet. Aus dieser All-In-Fee werden die Administrationsstelle, die Depotbank, der Portfolio Manager, der Investment Adviser und der Vertrieb bezahlt. Die All-In-Fee beinhaltet ausserdem sämtliche für die Gesellschaft resp. die Subfonds anfallenden Kosten mit Ausnahme von:

- allen Steuern, welche auf den Guthaben und dem Einkommen der Gesellschaft erhoben werden, insbesondere der Abonnementssteuer,
- üblichen Courtagen und Gebühren, welche für Wertpapier- oder ähnliche Transaktionen durch Drittbanken und Broker belastet werden, und

- Kosten für ausserordentliche, im Interesse des Anlegers liegende Massnahmen wie insbesondere Gutachten, Gerichtsverfahren etc.

Sämtliche Kosten, die den einzelnen Subfonds genau zugeordnet werden können, werden diesen in Rechnung gestellt. Falls sich Kosten auf mehrere oder alle Subfonds beziehen, werden diese Kosten den betroffenen Subfonds proportional zu ihren Nettoinventarwerten belastet.

Diese Änderungen treten am 1. Oktober 1998 in Kraft.

Wir weisen die Aktionäre darauf hin, dass sie ab dem 28. August 1998 während einer 1monatigen Frist an jedem Geschäftstag um die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert ersuchen können und dass die Vergütung des Rücknahmepreises ohne Abzug einer Rücknahmegebühr oder einer sonstigen administrativen Gebühr erfolgt.

Aktienzertifikate des bestehenden Subfonds UBS (LUX) EQUITY SICAV – USA RDY können jederzeit nach der Namensänderung des Subfonds in UBS (LUX) EQUITY SICAV – USA VALUE bei der Depotbank zwecks Abstempelung hinterlegt werden.

Ab dem 3. November 1998 sind nur noch die abgestempelten Aktienzertifikate bei der Luxemburger Börse lieferbar.  
II (03657/595/80) Der Verwaltungsrat.

## UBS (LUX) BOND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable

Gesellschaftssitz: L-2010 Luxemburg, 291, route d'Arlon.  
H. R. Luxemburg B 56.385.

### 1) Einladung an die Aktionäre

Die Aktionäre werden hiermit zur

#### ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am *Montag, 21. September 1998* um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird.

#### *Tagesordnung:*

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Mai 1998.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung des Verwaltungsrates.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat des Wirtschaftsprüfers.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. September 1998, spätestens 16.00 Uhr, bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-rue, L-2010 Luxemburg, hinterlegen. Vollmachten müssen ebenfalls bis zum obengenannten Zeitpunkt bei dieser Adresse eingehen.

### 2) Mitteilung an die Aktionäre

Nach der Fusion der Schweizerischen Bankgesellschaft mit dem Schweizerischen Bankverein hat UBS AG beschlossen, die bestehende Fondspalette neu zu gestalten, mit dem Ziel, den Anlegern ein transparentes und übersichtliches Produktangebot zur Verfügung zu stellen.

Demzufolge wird der Verkaufsprospekt folgendermassen abgeändert:

- \* Die Bezeichnungen des bestehenden Subfonds der UBS (LUX) BOND SICAV wird wie folgt angepasst:

<i>Alte Bezeichnung</i>	<i>Neue Bezeichnung</i>
UBS (LUX) BOND SICAV – USD EXTRA YIELD	UBS (LUX) BOND SICAV – USD HIGH YIELD
UBS (LUX) BOND SICAV – AMERICA LATINA USD	UBS (LUX) BOND SICAV – AMERICA LATINA

\* Ferner werden auch die Bezeichnungen der Depotbank [UBS (LUXEMBOURG) S.A.], der Administrationsstelle [UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.] sowie die Spezifikationen zu den einzelnen Vertriebsländern der neuen, fusionsbedingten Situation angepasst.

- \* Ausgabe von Aktien

Der maximale Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstellen wird auf 6 % erhöht.

- \* Rücknahmen und Konversionen

Eine maximale Rücknahmekommission von 2 % zugunsten der Vertriebsstellen wird eingeführt.

Bei der Konversion wird die bestehende administrative Gebühr zugunsten der Vertriebsstellen durch eine Ausgabe-kommission von höchstens 3 % (berechnet auf dem Nettoinventarwert der Aktien der Subfonds, in welchen der Wechsel erfolgt) zugunsten der Vertriebsstellen ersetzt.

Die Konversionsformel wird folgendermassen abgeändert:

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

A = Anzahl der Aktien des neuen Subfonds, in welchen konvertiert werden soll

- B = Anzahl der Aktien des Subfonds, aus dem die Konversion vollzogen werden soll  
 C = Rücknahmepreis der zur Konversion vorgelegten Aktien  
 D = Devisenwechselkurs zwischen den betroffenen Subfonds. Wenn beide Subfonds in der gleichen Referenzwährung bewertet werden, beträgt dieser Koeffizient 1  
 E = Ausgabepreis der Aktien des Subfonds, in welchen der Wechsel zu erfolgen hat, zuzüglich allfälliger Steuern, Gebühren oder sonstiger Abgaben.

#### Kosten

Die Gesellschaft zahlt für die verschiedenen Subfonds eine «All-In-Fee» von:

<i>All-In-Fee</i>	<i>Subfonds UBS (LUX) BOND SICAV –</i>
0,09 % pro Monat (1,08 % p.a.)	USD HIGH YIELD
0,125 % pro Monat (1,5 % p.a.)	AMERICA LATINA

berechnet auf dem durchschnittlichen Nettoinventarwert der Subfonds. Aus dieser All-In-Fee werden die Administrationsstelle, die Depotbank, der Portfolio Manager, der Investment Adviser und der Vertrieb bezahlt. Die All-In-Fee beinhaltet ausserdem sämtliche für die Gesellschaft resp. die Subfonds anfallenden Kosten mit Ausnahme von:

- allen Steuern, welche auf den Guthaben und dem Einkommen der Gesellschaft erhoben werden, insbesondere der Abonnementssteuer,
- üblichen Courtagen und Gebühren, welche für Wertpapier- oder ähnliche Transaktionen durch Drittbanken und Broker belastet werden, und
- Kosten für ausserordentliche, im Interesse des Anlegers liegende Massnahmen wie insbesondere Gutachten, Gerichtsverfahren etc.

Sämtliche Kosten, die den einzelnen Subfonds genau zugeordnet werden können, werden diesen in Rechnung gestellt. Falls sich Kosten auf mehrere oder alle Subfonds beziehen, werden diese Kosten den betroffenen Subfonds proportional zu ihren Nettoinventarwerten belastet.

Diese Änderungen treten am 1. Oktober 1998 in Kraft.

Wir weisen die Aktionäre darauf hin, dass sie ab dem 28. August 1998 während einer 1monatigen Frist an jedem Geschäftstag um die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert ersuchen können und dass die Vergütung des Rücknahmepreises ohne Abzug einer Rücknahmegebühr oder einer sonstigen administrativen Gebühr erfolgt.

Aktienzertifikate des bestehenden Subfonds UBS (LUX) BOND SICAV – USD EXTRA YIELD bzw. UBS (LUX) BOND SICAV – AMERICA LATINA USD können jederzeit nach der Namensänderung des Subfonds in UBS (LUX) BOND SICAV – USA HIGH YIELD bzw. UBS (LUX) BOND SICAV – AMERICA LATINA bei der Depotbank zwecks Abstempelung hinterlegt werden.

Ab dem 3. November 1998 sind nur noch die abgestempelten Aktienzertifikate bei der Luxemburger Börse lieferbar.  
 II (03658/595/84) Der Verwaltungsrat.

### **UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: L-2010 Luxemburg, 291, route d'Arlon.

Nach der Fusion der Schweizerischen Bankgesellschaft mit dem Schweizerischen Bankverein hat UBS AG beschlossen, die bestehende Fondspalette neu zu gestalten, mit dem Ziel, den Anlegern ein transparentes und übersichtliches Produktangebot zur Verfügung zu stellen.

In diesem Zusammenhang hat der Verwaltungsrat der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME die Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung beschlossen.

Einladung zur

#### AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME vom 24. September 1998, um 11.30 Uhr am neuen Sitz der Gesellschaft: 291, route d'Arlon, in L-1150 Luxemburg.

#### Traktanden:

1. Änderung der Statuten
  - 1.1. Umbenennung von UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME in UBS (LUX) STRATEGY SICAV  
 Artikel 1 – Name wird ersetzt durch:  
 «Es besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable» oder «SICAV») unter dem Namen UBS (LUX) STRATEGY SICAV».
  - 1.2. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung  
 Artikel 11 – Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Aktien, erster Gedankenstrich:  
 nach «ein bedeutender Anteil davon lautet» wird «ausser an gewöhnlichen Feiertagen» gestrichen.
  - 1.3. Ausschüttung von Interimsdividenden  
 Artikel 14 – Vertretungsbefugnisse des Verwaltungsrates, ein dritter Absatz wird eingefügt:  
 «In Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 72.2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen, kann der Verwaltungsrat die Ausschüttung von Interimsdividenden beschliessen.»  
 Artikel 27 – Ausschüttungen, der zweite Abschnitt wird folgendermassen abgeändert:

«Mit Ausnahme der dem Verwaltungsrat gemäss Artikel 14 der Statuten gewährten Vollmacht, Ausschüttungen von Interimdividenden zu beschliessen, unterliegt die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Subfonds oder einer Aktienkategorie der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Subfonds.»

#### 1.4. Definition der Geschäftstage

Artikel 23 – Verfahren der Generalversammlung, dritter Absatz wird folgendermassen abgeändert:

«Sofern der erwähnte Tag kein Geschäftstag ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten. Unter «Geschäftstag» versteht man in diesem Zusammenhang die üblichen Bankgeschäftstage (d.h. jeden Tag, an dem die Banken während der normalen Geschäftsstunden geöffnet sind) in Luxemburg mit Ausnahme von einzelnen, nicht gesetzlichen Ruhetagen.»

#### 2. Einführung des Euro

Per 1.1.1999 wird die Währung XEU automatisch durch die offizielle Währung der Europäischen Union EUR ersetzt und sodann entsprechend in den Statuten angepasst.

#### 3. Diverses.

Wir weisen die Aktionäre darauf hin, dass die Beschlüsse zu Traktandum 1 (Änderung der Statuten) der ausserordentlichen Generalversammlung nur gefasst werden können, wenn wenigstens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse müssen mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden. Sollte das vorgenannte Anwesenheitsquorum nicht erreicht werden, so wird eine zweite ausserordentliche Generalversammlung einberufen, bei welcher kein Anwesenheitsquorum verlangt ist und in welcher die Beschlüsse mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Der Beschluss zu den übrigen Traktanden (2. Einführung des Euro und 3. Diverses) der ausserordentlichen Generalversammlung wird durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ausserordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich mittels schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ausserordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. September 1998, spätestens 16.00 Uhr, bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-rue, L-2010 Luxemburg, hinterlegen. Vollmachten müssen ebenfalls bis zum obengenannten Zeitpunkt bei der vorgenannten Adresse eingehen.

#### *Änderungen des Verkaufsprospektes*

\* Sofern die Beschlüsse an der ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME rechtmässig zustande kommen, wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

\* Die Bezeichnungen der bestehenden Subfonds der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME werden wie folgt angepasst:

<i>Alte Bezeichnung</i>	<i>Neue Bezeichnung</i>
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (CHF)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (CHF)
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (DEM)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (DEM)
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (FRF)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (FRF)
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (ITL)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (ITL)
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (USD)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (USD)
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME – (XEU)	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (XEU)
	Per 1.1.1999 heisst der Subfonds neu:
	UBS (LUX) STRATEGY SICAV – FIXED INCOME (EUR)

\* Ferner werden auch die Bezeichnungen der Depotbank UBS (LUXEMBOURG) S.A., der Administrationsstelle UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. sowie die Spezifikationen zu den einzelnen Vertriebsländern der neuen, fusionsbedingten Situation angepasst.

#### \* Ausgabe von Aktien

Der maximale Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstellen wird auf 6 % erhöht.

#### \* Rücknahmen und Konversionen

Eine maximale Rücknahmekommission von 2 % zugunsten der Vertriebsstellen wird eingeführt.

Bei der Konversion wird die bestehende administrative Gebühr zugunsten der Vertriebsstellen durch eine Ausgabe-kommission von höchstens 3 % (berechnet auf dem Nettoinventarwert der Aktien des Subfonds, in welchen der Wechsel erfolgt) zugunsten der Vertriebsstellen ersetzt.

Zusätzlich wird die Konversionsformel wie folgt abgeändert:

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

A = Anzahl der Aktien des neuen Subfonds, in welchen konvertiert werden soll

B = Anzahl der Aktien des Subfonds, aus dem die Konversion vollzogen werden soll

C = Rücknahmepreis der zur Konversion vorgelegten Aktien

D = Devisenwechselkurs zwischen den betroffenen Subfonds. Wenn beide Subfonds in der gleichen Referenz-währung bewertet werden, beträgt dieser Koeffizient 1

E = Ausgabepreis der Aktien des Subfonds, in welchen der Wechsel zu erfolgen hat, zuzüglich allfälliger Steuern, Gebühren oder sonstiger Abgaben.

*Kosten*

An Stelle der bis anhin gültigen Gebührenstruktur, wird ingkünftig für alle Subfonds der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME eine «All-In-Fee» von 0,75 % pro Monat (0,9 % p.a.), berechnet auf dem durchschnittlichen Nettoinventarwert des Subfonds, belastet. Aus dieser All-In-Fee werden die Administrationsstelle, die Depotbank, der Portfolio Manager, der Investment Adviser und der Vertrieb bezahlt. Die All-In-Fee beinhaltet ausserdem sämtliche für die Gesellschaft resp. die Subfonds anfallenden Kosten mit Ausnahme von:

- allen Steuern, welche auf den Guthaben und dem Einkommen der Gesellschaft erhoben werden, insbesondere der Abonnementssteuer,
- üblichen Courtagen und Gebühren, welche für Wertpapier- oder ähnliche Transaktionen durch Drittbanken und Broker belastet werden, und
- Kosten für ausserordentliche, im Interesse des Anlegers liegende Massnahmen wie insbesondere Gutachten, Gerichtsverfahren etc.

Sämtliche Kosten, die den einzelnen Subfonds genau zugeordnet werden können, werden diesen in Rechnung gestellt. Falls sich Kosten auf mehrere oder alle Subfonds beziehen, werden diese Kosten den betroffenen Subfonds proportional zu ihren Nettoinventarwerten belasten.

Wir weisen die Aktionäre darauf hin, dass sie bis zum 1. Oktober 1998 an jedem Geschäftstag um die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert ersuchen können und dass die Vergütung des Rücknahmepreises ohne Abzug einer Rücknahmegebühr oder einer sonstigen administrativen Gebühr erfolgt.

Die Änderung der Verkaufsprospektes ist ab dem 1. Oktober 1998 für die Aktionäre bindend.

Aktienzertifikate der verschiedenen Subfonds der UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME können jederzeit nach der Namensänderung in UBS (LUX) STRATEGY SICAV bei der Depotbank zwecks Umtausch/Abstempelung hinterlegt werden.

Luxemburg, 29. August 1998.

II (03660/027/124)

*Die Gesellschaft:*  
UBS (LUX) PORTFOLIO INVEST FIXED INCOME

**DEMIA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 15.692.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 22 septembre 1998 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 1998, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 1998.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

II (03659/005/17)

*Le Conseil d'Administration.*